



BURUNDI

Système de Suivi de la Sécurité Alimentaire - FSMS



Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage



**Programme
Alimentaire
Mondial**

SYSTEME DE SUIVI DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE-BURUNDI.

FSMS, Décembre 2017

FAITS SAILLANTS :

- ❖ Globalement le taux d'insécurité alimentaire reste élevé mais connaît une diminution par rapport à décembre 2016 :
 - La proportion des ménages en insécurité alimentaire sévère passe de 8% à 6% tandis que celle en insécurité alimentaire modérée passe de 35% à 29% ;
 - La proportion des ménages avec un score de consommation alimentaire pauvre passe de 15% à 12% ;
 - La proportion des ménages faisant recours aux stratégies de survie sévères (de crise à urgence) a baissé de 31% en 2016 à 24% en 2017.
- ❖ Les effets de la crise socio politico économique, les aléas climatiques, les attaques des cultures et les maladies humaines constituent toujours les facteurs majeurs à la base de l'insécurité alimentaire dans le pays.
- ❖ Le mouvement de retours et de réintégration des populations touchées par les différentes formes de déplacement constitue une pression additionnelle sur les ressources déjà précaires.

Programme Alimentaire Mondial - Burundi

Résumé exécutif

La présente enquête « Food Security Monitoring System- FSMS » a été réalisée au mois de juillet 2017 et s'inscrit dans le cadre du suivi régulier de la sécurité alimentaire mené conjointement par le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et le ministère de l'agriculture et de l'élevage (MINAGRIE) par le truchement des Directions Provinciales de l'Agriculture et de l'Élevage (DPAE) qui en assurent la collecte et la transmission des données.

La présente enquête a porté sur un échantillon représentatif et raisonné de 1.700 ménages tiré dans les 17 provinces rurales et 8 zone de moyens d'existence (ZMEs). 1.649 entrevues - ménages (soit 96%) valides ont été conduites par les enquêteurs des directions provinciales de l'agriculture et de l'élevage. Parmi les ménages enquêtés, 80% ont comme chef de ménage un homme tandis que 20% ont une femme comme chef de ménage.

La présente analyse, tout comme les précédentes, prend pour unité géographique de base, la ZME. L'échantillon de base statistiquement représentatif (calculé à l'aide du simple size calculator de l'ENA) avec un tirage raisonné d'un échantillon des 8 ZMEs ou strates. Les entrevues ont été conduites par des techniciens des DPAEs dont la majorité a déjà bénéficié de plusieurs formations en sécurité alimentaire et sur l'usage des smartphones dans la collecte et la transmission instantanée des données.

Résultats

L'indice composite de sécurité alimentaire (CARI¹) ;

Domaine		Indicateur	Sécurité alimentaire (1)	Sécurité alimentaire marginale (2)	Insécurité alimentaire modérée (3)	Insécurité alimentaire sévère (4)
Statut actuel	Consommation alimentaire	Groupes de consommation alimentaire	Acceptable 54%		Marginale 34%	Pauvre 12%
	Vulnérabilité économique	Part des dépenses alimentaires	<50% 46%	50%-65% 21%	65%-75% 13%	>75% 19%
	Epuisement des actifs	Stratégies basées sur les moyens d'existence	Pas 33%	Stress 42%	Crise 17%	Urgence 7%
Indice de sécurité alimentaire (ISA)			29%	37%	29%	6%

L'indice composite de sécurité alimentaire (CARI) montre que plus de 3 ménages sur 10 soit 35% des ménages sont en insécurité alimentaire avec 6% des ménages en insécurité alimentaire sévère. La proportion des ménages en insécurité alimentaire (modérée et sévère) est passée de 43% à 35% entre décembre 2016 et décembre 2017 mais était à 28% en juillet dernier. Il y a 1,3 fois plus d'insécurité alimentaire chez les ménages dirigés par des femmes que chez les ménages dirigés par des hommes.

Consommation alimentaire des ménages ; La fréquence médiane des repas par jour est de 2 aussi bien pour les enfants que pour les adultes et selon que les ménages soient dirigés par les hommes ou les femmes. Par rapport à la diversité alimentaire, environ 40% des ménages ont un score de diversité alimentaire faible avec moins de 4,5 groupes d'aliments consommés. Le score de consommation alimentaire (SCA) moyen est de 38 au-dessus du seuil acceptable, même si près de la moitié 46% des ménages ont un SCA pauvre à limite (<35).

¹ CARI= Consolidated Approach to Reporting Food Security Indicators

Part des dépenses alimentaires dans les dépenses globales ; 32% des ménages affectent plus de 65% de leurs dépenses dans l'alimentation et 19% des ménages vont jusqu'à dépenser plus de 75% dans l'alimentation. Moins de la moitié (46%) seulement ont dépensé moins de 50% dans l'alimentation.

L'indice de stratégies d'adaptation alimentaire (rCSI) et non alimentaires (basées sur les moyens de subsistance) ; L'indice de stratégie alimentaire réduit moyen est de **23** (contre **25** au mois de décembre 2016).

Environ 24% des ménages ont eu recours aux mécanismes sévères (qualifiés de crise à urgence), 42% ont eu recours à des mécanismes mettant pression sur les moyens d'existence tandis que 33% des ménages n'ont eu recours à aucun mécanisme affectant négativement les moyens d'existence sinon seulement des stratégies qualifiées de neutres.

Table des matières

Table des matières	3
I. 1. Contexte de l'étude	5
I. 2. Méthodologie	5
I. PRESENTATION DES RESULTATS	6
II. 1 Situation sociodémographique des ménages	6
II. 1.1 Sexe du chef de ménage et caractéristique du ménage	6
II. 1.2. Statut du chef de ménage	6
II. 1.3. Mouvements migratoires et leurs impacts probable sur la vie des ménages	7
II. 2 Indicateurs de la Sécurité Alimentaire dans les ménages	7
II. 2.1 CARI ou indicateur composite de la sécurité alimentaire	7
II. 2.2. Consommation alimentaire des ménages	11
a) Fréquence de repas	11
b) Score de consommation alimentaire	12
II. 2.4. Perception de l'indice de la faim (HHI) dans les ménages	15
II. 2.4. L'indice de sécurité alimentaire (CARI) selon que le ménage soit en possession d'un élevage ou d'un jardin potager de cage.	16
II. 2.5. Indice de Stratégie d'adaptation réduit	17
II. 2.7. Activités importantes, sources de revenus et dépenses des ménages	19
a) Activités agricole et sources de revenus des ménages	19
b) Marché et prix des denrées alimentaires	22
c) Part des dépenses alimentaires	24
II. 2.8. Les stratégies d'adaptation à la consommation alimentaire et stratégies de subsistance	24
a) Chocs au cours des 6 derniers mois	24
b) Stratégies basées sur les moyens de subsistance	25
c) Durée des stocks alimentaires dans les ménages	26

II.2.9. Genre et quelques indicateurs-clés	27
II.2.10. Les perspectives de production agricole et d'élevage pour la saison 2018A	30
II. CONCLUSION GENERALE	33
Perspectives de la sécurité alimentaire	33

Acronymes

BIF	: Franc Burundais
CARI	: Consolidated Approach to Reporting Food Security Indicators
CCN	: Crete Congo Nil
CFSVA	: Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis
CM	: Chef de Ménage
CSI	: Coping Strategy Index
DN	: Dépression du Nord (zone de moyens d'existence)
DE	: Dépression de l'Est
DPAE	: Direction Provinciale de l'Agriculture et de l'Élevage
FCS	: Food Consumption Score
FAW	: Fall Armyworm
FSMS	: Food Security Monitoring System
GCA	: Groupes de consommation alimentaire
HDDS	: Household Diet Diversity Score
HHS	: Household Hunger Scale
IAM	: Insécurité Alimentaire Modérée
IAS	: Insécurité Alimentaire Sévère
IPC	: Integrated Food Security Phases Classification
ISTEEBU	: Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi
ONA	: Open Data Kit
SCA	: Score de consommation alimentaire
SDA	: Score de diversité alimentaire
SA	: Sécurité Alimentaire
SAM	: Sécurité Alimentaire Marginale
SPSS	: Statistic Package for Social Sciences
ZMEs	: Zones de Moyens d'Existence

GENERALITES

I.1. Contexte de l'étude

Depuis 2012, le PAM Burundi, en collaboration avec le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MINAGRIE) par le truchement des Directions Provinciales de l'Agriculture et de l'Elevage, mène des exercices réguliers de suivi de la sécurité alimentaire.

Les résultats présentés dans ce rapport concernent des données collectées dans le cadre du système de suivi de la sécurité alimentaire (Food Security Monitoring System - FSMS) durant la période pré-récolte de la saison culturale 2018A.

Le présent suivi de la sécurité alimentaire intervient dans un contexte global de sécurité alimentaire fortement fragile et volatile à la suite d'une combinaison des facteurs structurels et conjoncturels.

Sur le chapitre des facteurs structurels, il faut noter la forte pression démographique qui a conduit au morcèlement de la terre cultivable (principal facteur de production en milieu rural) surexploitée, la pauvreté structurelle et toutes ses corollaires. Au niveau des facteurs conjoncturels il faut surtout souligner les effets persistants de la récente crise socioéconomique et politique ainsi que les aléas climatiques récurrents couplés aux prédateurs des cultures dont la menace actuelle se trouve être la chenille légionnaire d'automne (Fall Armyworm).

Malgré l'accord tripartite entre les Gouvernements Burundais et Tanzanie et le HCR pour le rapatriement volontaire, un effectif important de réfugiés Burundais en Tanzanie et dans les autres pays de la sous-région plus de 400,000 burundais restent réfugiés dans les pays de la sous-région [lien](#). A l'intérieur du pays, le dernier rapport DTM (Displacement Tracking Matrix ou « Matrice de Suivi des Déplacements ») de l'Organisation Internationale des Migrations (OIM) du mois de novembre 2017 fait état de 188.000 déplacés intérieurs [lien](#) en raison des effets des aléas climatiques et des raisons politiques.

Au niveau macroéconomique, l'AG vient de voter un exercice budgétaire d'austérité pour la troisième année consécutive depuis l'éclatement de la crise en Avril 2015 ; La prévision budgétaire pour 2018 est à 1.388 Milliards de Fbu soit une diminution de 11% du montant nominal par rapport à l'exercice budgétaire 2015.

Bien que les cas de paludisme restent élevés, la fin de l'épidémie du paludisme a été officiellement déclarée par le Ministère de la Santé et de lutte contre le SIDA.

I.2. Méthodologie

L'enquête FSMS procède à la collecte des données primaires auprès des ménages-repères choisis de manière raisonnée pour garantir la représentativité des 8 zones de moyens d'existence. Les données primaires sont également complétées par les données secondaires des documents de référence récente.

Un échantillon représentatif et raisonné de 1.700 ménages a été tiré dans les 17 provinces rurales et 8 ZMEs. 1.649 entrevues - ménages (soit 96%) valides ont été conduites par les enquêteurs des directions provinciales de l'agriculture et de l'élevage. Une colline a été remplacée pendant le déroulement de l'enquête en raison de problèmes d'accès physique soulevé par les enquêteurs.

Les données ont été collectées à l'aide des smartphones avant d'être transférées à distance sur un serveur du PAM Burundi. Le contrôle de la qualité des données ainsi que les analyses ont été effectués dans la base de données SPSS.

I. PRESENTATION DES RESULTATS

II.1 Situation sociodémographique des ménages

II.1.1 Sexe du chef de ménage et caractéristiques du ménage

Vingt et Un pourcent (21%) des ménages enquêtés sont dirigés par des femmes. Dans le contexte social du Burundi, un ménage dirigé par une femme est souvent automatiquement monoparental (veuve, divorcée, femme jamais mariée). De plus ces ménages sont le plus souvent plus à risque d'insécurité alimentaire d'après les enquêtes précédentes. Tout comme dans les enquêtes précédentes, les proportions de femmes chefs de ménages sont plus importantes dans la ZMEs des plateaux humides (27%) et de Buragane (24%).

Sexe du chef de ménage									
	Dépression Nord	Buragane	Haute Altitude	Plateaux Humides	Plateaux Secs de l'Est	Plaine de l'Imbo	Dépression de l'Est	Crête Congo Nil	Ensemble
Masculin	77%	76%	81%	73%	80%	82%	84%	83%	79%
Feminin	23%	24%	19%	27%	20%	18%	16%	17%	21%

Age du Chef de ménage									
	Dépression Nord	Buragane	Haute Altitude	Plateaux Humides	Plateaux Secs de l'Est	Plaine de l'Imbo	Dépression de l'Est	Crête Congo Nil	Ensemble
moins de 18	1%			0%		1%			0%
18-35 ans	30%	36%	18%	30%	35%	32%	41%	30%	30%
36-60 ans	57%	50%	56%	55%	53%	58%	44%	61%	55%
plus de 60 ans	12%	14%	26%	15%	12%	9%	14%	9%	15%

En général la moyenne de la taille du ménage est légèrement au-dessus de 5 membres (5,6) et elle est de 6 et plus dans les ZMEs de Haute Altitude, Imbo et Crête Congo Nil.

La taille moyenne du ménage est plus élevée dans les ménages dirigés par les hommes que dans ceux dirigés par les femmes avec une moyenne de 6 contre 4 membres.

Par rapport à la distribution des chefs de ménage (CM) selon leur âge, il n'y a pratiquement pas de CM de moins de 18 ans, 30% sont dans la tranche de 18-35 ans, 55% sont dans la tranche de 36-60 ans et 15% ont plus de 60 ans.

II.1.2. Statut du chef de ménage

Le statut civil du chef de ménage est naturellement dominé par les mariés monogames (76%). Aussi il faut noter que 16% des chefs de ménages sont veufs/veuves dont les proportions sont plus de 20% dans le Buragane. Quoique les polygames ne représentent que 3% dans l'ensemble, ils sont tout de même autour de 7% dans les Dépressions du Nord et 6% dans la plaine de l'Imbo. Dans ces mêmes zones à forte polygamie on y trouve relativement plus de ménages divorcés ou séparés soit 8% dans les dépressions du Nord et 6% dans la plaine de l'Imbo.

Statut matrimonial du chef de ménage

	Dépression Nord	Buragane	Haute Altitude	Plateaux Humides	Plateaux Secs de l'Est	Plaine de l'Imbo	Dépression de l'Est	Crête Congo Nil	Ensemble
Célibataire	0.9%	8.6%	0.3%	1.7%	1.4%	2.2%	0.7%	3.1%	1.8%
Marié monogame	71.0%	62.9%	82.2%	76.0%	76.4%	72.6%	76.4%	76.7%	76.0%
Marié polygame	7.5%	1.4%	1.0%	1.9%	2.1%	5.6%	5.0%	3.1%	2.9%
Divorcé	5.6%	2.9%	0.7%	0.2%	1.4%	4.5%	0.7%	0.6%	1.5%
Séparé	1.9%	1.4%	0.7%	1.9%	1.0%	1.7%	2.1%		1.3%
Veuf/veuve	13.1%	22.9%	14.3%	18.3%	17.4%	12.8%	15.0%	16.4%	16.3%
Cohabitant			0.3%						0.1%
Orphelin Mineur			0.3%		0.3%	0.6%			0.2%

II.1.3. Mouvements migratoires et leurs impacts probable sur la vie des ménages

Tout comme en novembre 2016, douze pourcent des ménages enquêtés ont déclaré qu'ils auraient eu un déplacement forcé d'au moins un membre de leur ménage au cours des 12 derniers mois et sont davantage dans les ZME de Dépression de l'Est (26%) et des plateaux humides ainsi que plateaux secs (22%). Quatre pourcent des ménages ont déclaré être ou avoir été déplacés durant les 12 derniers mois et ils sont environ 16% dans la zone de Dépression de l'Est.

Environ 4% des ménages ont déclaré héberger au moins une personne en déplacement forcé et ils sont 23% dans la zone de Buragane (Makamba) et dans cette même localité 13% des ménages enquêtés sont des retournés récents de moins d'une année.

D'après la déclaration des ménages affectés par les déplacements, les pertes et manques à gagner sont donnés par ordre d'importance comme suit : (1) La terre, (2) les opportunités de travail, (3) les cultures et plantations, (4) les abris et (5) le matériel aratoire. Et par rapport aux problèmes auxquels ils font face actuellement il s'agit par ordre d'importance de (1) l'accès aux services de base (2) l'accès aux opportunités de travail/de revenus (3) l'accès aux vivres et (4) le logement.

Par ailleurs il faut noter que la dernière mise à jour de l'OIM estime les personnes déplacées internes (PDI) à près de 187.626 personnes² ; Les 5 provinces qui comptent le plus de PDIs sont Gitega, Bujumbura mairie, Bubanza, Makamba et Bujumbura rural avec 56% de la population de PDIs. Les dix premières communes totalisent 36% des PDIs comptent chacune plus de 5000 PDIs (Ntampangwa, Bubanza, Mukaza, Mishiha, Giharo, Giheta, Nyanza Lac, Makebuko, Gitega et Rumonge).

II.2 Indicateurs de la Sécurité Alimentaire dans les ménages

II.2.1 CARI ou indicateur composite de la sécurité alimentaire

Le CARI (*Consolidated Approach for Reporting Indicators of Food Security*) est une approche d'appréciation du degré de la sécurité alimentaire à travers un indicateur composite prenant en compte la consommation alimentaire du ménage, la vulnérabilité économique du ménage ainsi que le degré d'épuisement éventuel des biens productifs du ménage.

Dans le cadre de cette analyse, le score de consommation alimentaire (SCA) du ménage est retenu comme proxy de la consommation alimentaire du ménage (*qui dans le meilleur des cas est estimé à travers l'enquête sur la couverture des besoins énergétiques*), la part des dépenses alimentaires a été utilisée

² OIM, rapport DTM, fin novembre 2017 (cfr [lien](#))

comme un proxy d'estimation de la vulnérabilité économique (*pouvant au mieux s'estimer par le statut de pauvreté du ménage*) tandis que les stratégies basées sur les moyens de subsistance ont été utilisées pour apprécier le degré d'épuisement des actifs.

L'algorithme construit à base de ces trois indicateurs par l'approche CARI a conclu sur les statuts suivants ; 29% sont en sécurité alimentaire (SA), 37% en sécurité alimentaire limite (SAL), 28% en insécurité alimentaire modérée (IAM) et 6% en insécurité alimentaire sévère (IAS). La classification se base sur le *statut actuel* de la sécurité alimentaire du ménage (indicateurs de consommation alimentaire) et sa *capacité de survie* (indicateurs de *vulnérabilité économique* et *d'épuisement des avoirs*).

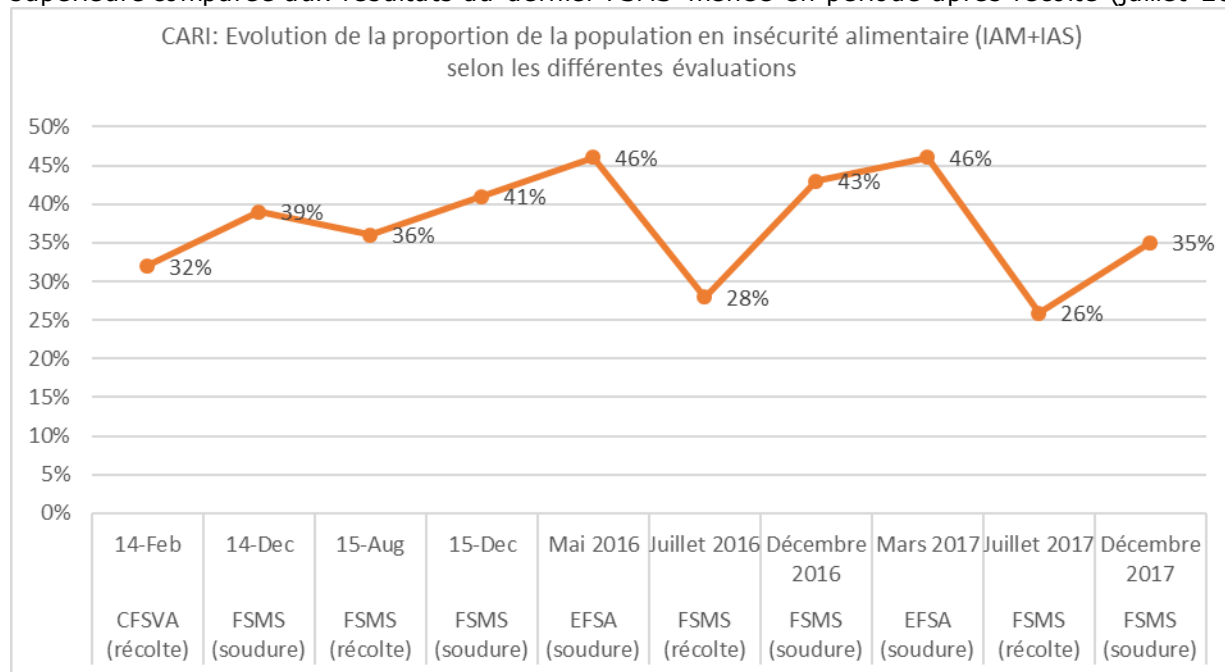
Tableau 1: Situation alimentaire des ménages (Console CARI).

Domaine		Indicateur	Sécurité alimentaire 1	Sécurité alimentaire marginale 2	Insécurité alimentaire modérée 3	Insécurité alimentaire sévère 4	
statut actuel	Consommation alimentaire	Score de consommation alimentaire	Acceptable		Limite	Pauvre	
		54%	34%		12%		
Stratégies d'adaptation	vulnérabilité économique	Part des dépenses alimentaires	<50%	50%-65%	65%-75%	>75%	
			46%	21%	13%	19%	
	Epuisement des actifs	Stratégies de survie	Neutre	Stress	Crise	Urgence	
			33%	42%	17%	7%	
			Indice de la sécurité alimentaire (CARI)				29%
Population*		10,950,603	3,175,675	4,051,723	3,066,169	657,036	
Nombre de ménages		1,955,465	567,085	723,522	547,530	117,328	

* Ne tient pas compte de la population urbaine

Eu égard des indicateurs CARI, même si un peu plus d'un ménage sur trois restent en insécurité alimentaire aigüe, la situation de la sécurité alimentaire fait état d'une légère amélioration par rapport à la dernière enquête FSMS de la même période en décembre 2016 ; De 43% à 35% des ménages en insécurité alimentaire (IAM+IAS), une légère amélioration imputable à de meilleures conditions climatiques durant la deuxième saison culturale 2017B malgré la persistance de la crise socio politico économique. Et naturellement la proportion de la population en insécurité alimentaire est largement

supérieure comparée aux résultats du dernier FSMS menée en période après récolte (juillet 2017).



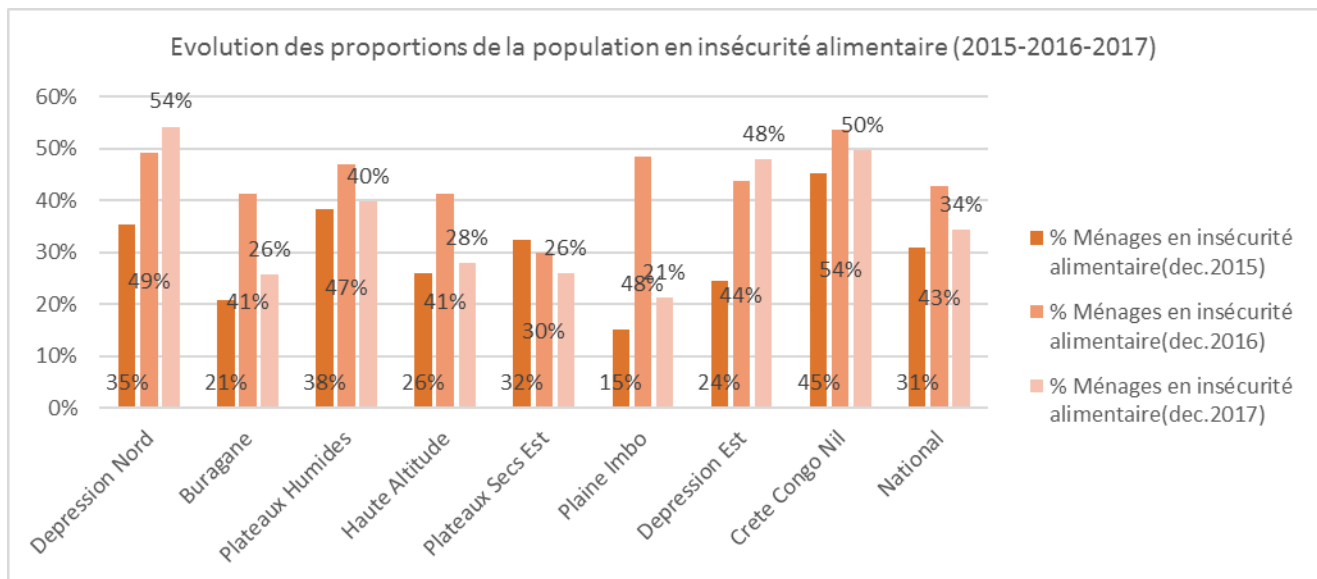
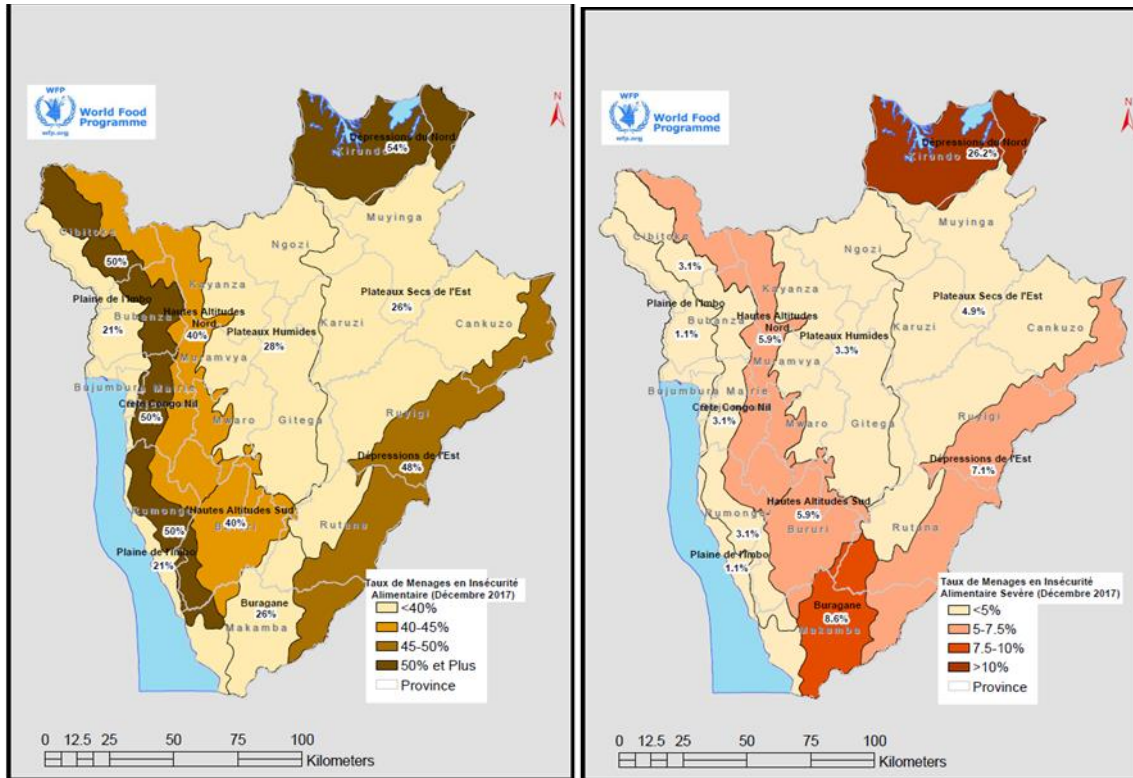
Au niveau de la répartition géographique, les zones de moyens d'existence de Dépressions du Nord et Crête Congo Nil ont jusqu'à 50% des ménages en insécurité alimentaire, celles de Dépression de l'Est et Haute altitude ont une proportion de ménages en insécurité alimentaire comprise entre 40 et 50% tandis que les 4 autres ZME ont moins de 30% de ménages en insécurité alimentaire.

Tableau 1. Distribution spatiale de l'insécurité alimentaire – Décembre 2017.

	Dépression Nord	Buragane	Haute Altitude	Plateaux Humides	Plateaux Secs de l'Est	Plaine de l'Imbo	Dépression de l'Est	Crête Congo Nil	Ensemble
Sécurité alimentaire	17.8%	22.9%	25.5%	38.1%	38.5%	25.7%	19.3%	13.2%	28.7%
Sécurité alimentaire marginale	28.0%	51.4%	34.6%	34.0%	35.4%	53.1%	32.9%	37.1%	37.0%
Insécurité alimentaire modérée	28.0%	17.1%	33.9%	24.5%	21.2%	20.1%	40.7%	46.5%	28.5%
Insécurité alimentaire Sévère	26.2%	8.6%	5.9%	3.3%	4.9%	1.1%	7.1%	3.1%	5.8%

Carte1. Insécurité alimentaire par ZME (%)

Carte2. Insécurité alimentaire sévère par ZME (%)



Dans l'ensemble il y a une augmentation de la proportion des personnes en insécurité alimentaire par rapport à 2015 mais une diminution par rapport à 2016 ; Celles des dépressions du nord et de l'Est connaissent une augmentation de la proportion des personnes en insécurité alimentaire aussi bien par rapport à 2015 que par rapport à 2016.

II.2.2. Consommation alimentaire des ménages

a) Fréquence des repas

La fréquence médiane des repas par jour est de 2 aussi bien pour les enfants que pour les adultes. Par contre elle est de 1 dans la zone de Crête Congo Nil.

Cependant, l'analyse des résultats sur la fréquence des repas des adultes montre que 20% des ménages ont eu au plus 1 repas par jour, 73% ont eu deux repas alors que 7% ont eu 3 repas et plus par jour. Et il est clair que les 20% avec au plus un seul repas par jour sont loin de couvrir les besoins énergétiques.

	Dépression Nord	Buragane	Haute Altitude	Plateaux Humides	Plateaux Secs de l'Est	Plaine de l'Imbo	Dépression de l'Est	Crête Congo Nil	Ensemble
Moins d'un repas par jour			2%	1%	1%	1%	3%		1%
1 repas par jour	44%	6%	17%	16%	7%	25%	2%	50%	19%
2 repas par jour	53%	83%	73%	77%	84%	61%	89%	48%	73%
3 repas par jour	3%	11%	8%	5%	8%	12%	6%	1%	7%

Au niveau des différentes ZMEs, les proportions les plus élevées des ménages prenant au plus un seul repas par jour se retrouvent au niveau de la Crête Congo Nil (50%), Dépression du Nord (44%) et dans la Plaine de l'Imbo (26%)

Table 1. *Fréquence de consommation des groupes d'aliments*

	Féculents	Legumineuses	Legumes	fruits	viandes	Lait	huiles	Sucres
Dépression Nord	4.3	3.5	5.0	2.3	0.7	0.0	4.3	0.3
Buragane	6.5	4.5	5.7	0.7	0.8	0.6	5.5	1.4
Haute Altitude	5.7	3.9	4.3	1.3	0.4	0.8	5.2	0.9
Plateaux Humides	5.8	4.3	5.3	2.1	0.5	0.6	5.5	0.5
Plateaux Secs de l'Est	5.7	5.2	5.2	2.3	0.5	0.3	5.2	0.4
Plaine de l'Imbo	5.5	4.2	6.1	1.4	2.3	0.3	5.4	1.2
Dépression de l'Est	5.0	4.9	3.2	0.9	0.5	0.1	5.5	0.2
Crête Congo Nil	4.9	3.3	4.7	0.7	1.2	0.2	4.4	0.5
Ensemble	5.5	4.3	5.0	1.6	0.8	0.4	5.2	0.6

En général sur les huit groupes d'aliments il y a une consommation plus ou moins régulière de 4 groupes (Féculents, les légumineuses, l'huile et les légumes) et cette consommation se retrouve à de petites différences près dans toutes les 8 ZMEs.

Cependant il y a relativement moins de fréquence de consommation cumulée (20) dans les zones de Crête Congo Nil, Dépression du Nord et Dépression de l'Est contre une fréquence plus importante (26) dans Buragane et Plaine de l'Imbo. A titre indicatif mais non nécessairement idéal, la consommation quotidienne de tous les 8 groupes d'aliments devrait totaliser un score hebdomadaire de 56 alors que le score moyen actuel est estimé à 23.

Il est important de signaler qu'à l'intérieur de la consommation des féculents qui regroupent les céréales et tubercules, ces dernières (patate douce et manioc) sont jusqu'à 1,5 fois plus consommées que les céréales et 5 fois plus consommées que la banane.

La consommation des groupes de fruits, viandes, laits et sucre est plutôt faible et irrégulière dans l'espace ; Seules les zones de la plaine de l'Imbo et Crête Congo Nil arrivent à avoir en moyenne plus

d'un jour de consommation de la viande et du poisson, la consommation du lait est faible partout mais approche à un jour de consommation par semaine dans les zones de haute altitude, plateaux humides et Buragane (NB : En général la consommation du lait connaît une augmentation dans la zone des plateaux humides qui n'est une zone traditionnelle d'élevage bovin mais qui par contre bénéficie d'un programme de repeuplement de cheptel). La consommation du sucre est également faible avec une moyenne nationale de 0,6 jour par semaine mais est à plus d'un jour dans le Buragane et Imbo. Dans les zones de Dépression du Nord, Plateaux Secs de l'Est et Plateaux humides la fréquence de consommation des fruits est légèrement supérieure à 2 contre 1,6 fois de moyenne nationale.

b) Score de consommation alimentaire

Le score de la consommation alimentaire qui est également un indicateur proxy de la couverture des besoins énergétiques journaliers est obtenu grâce à un rappel des aliments consommés durant les derniers jours précédents l'enquête, leur fréquence de consommation (en jours) et tenant compte de leur pondération en termes d'apport énergétique. Les seuils de consommation sont de moins de 21 pour les ménages avec une consommation pauvre, de 21 à 35 pour les ménages avec une consommation alimentaire marginale et de plus de 35 pour les ménages avec une consommation acceptable.

Le score de consommation alimentaire moyen de 38 au niveau national est donc au-delà du seuil acceptable. Trois ZMEs à savoir « Dépression du Nord », « Crête Congo Nil » et « Dépression de l'Est » ont un SCA inférieur au seuil acceptable de 35 aussi bien pour leur moyenne « 31,33 et 34 » que pour leur médiane « 29,32 et 33 ».

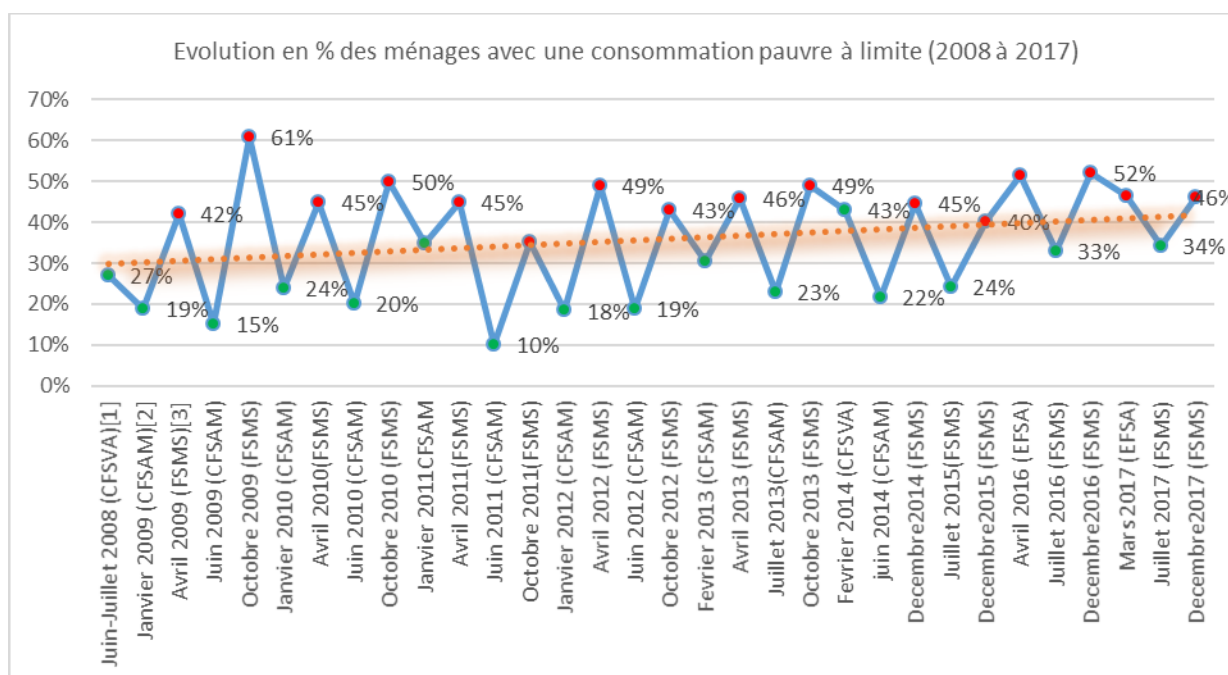
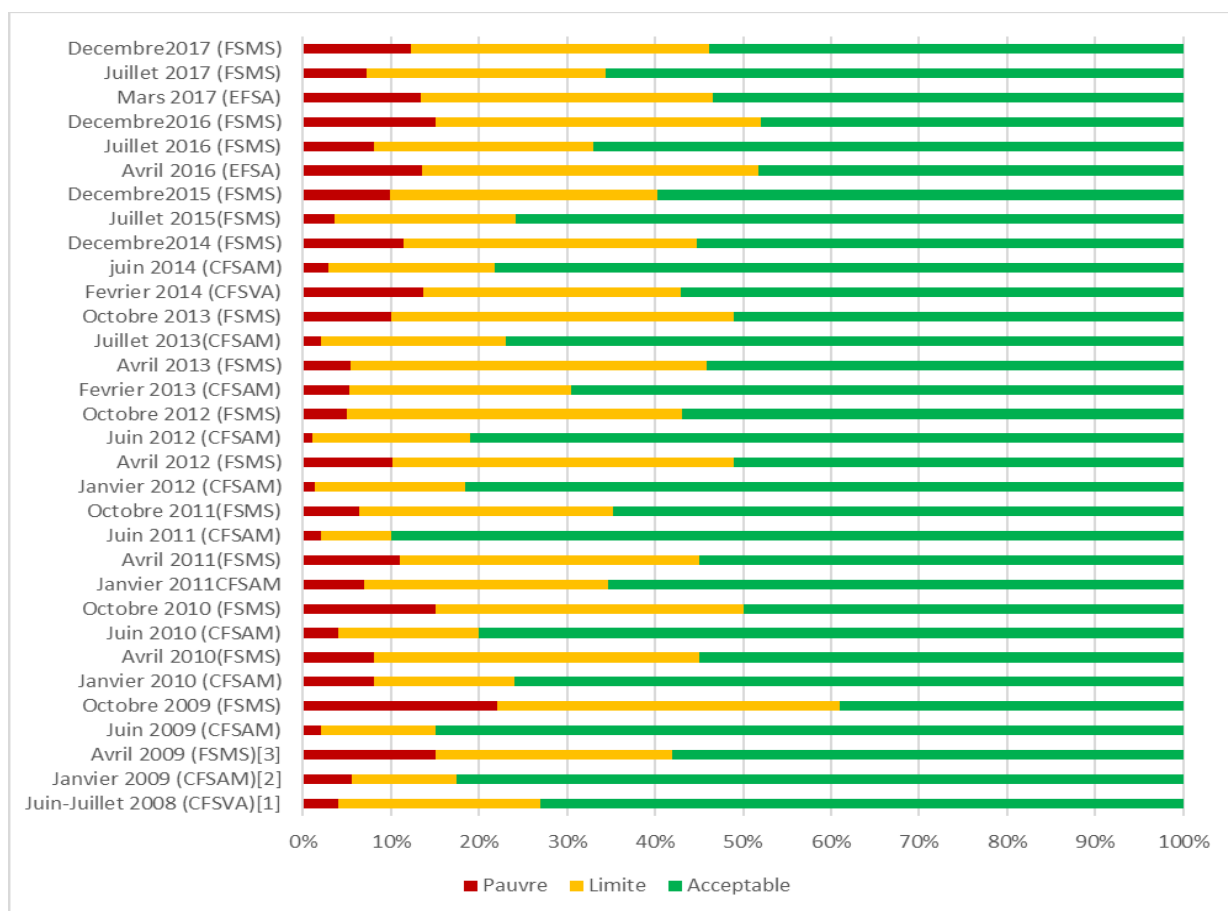
Table 2. Proportion des ménages par SCA et par ZME

	Dépression Nord	Buragane	Haute Altitude	Plateaux Humides	Plateaux Secs de l'Est	Plaine de l'Imbo	Dépression de l'Est	Crête Congo Nil	Ensemble
Pauvre	32.7%	8.6%	18.9%	8.1%	6.3%	5.6%	18.6%	12.6%	12.3%
Limite	23.4%	22.9%	31.5%	38.1%	30.2%	20.7%	44.3%	50.3%	33.8%
Acceptable	43.9%	68.6%	49.7%	53.8%	63.5%	73.7%	37.1%	37.1%	53.9%

Au niveau national, plus de 46% des ménages ont une consommation pauvre à limite. Quatre ZMEs ont plus de la moitié de leurs ménages avec une consommation pauvre à marginale, il s'agit de Dépression de l'Est (63%), Crête Congo Nil (63%), Dépression du Nord (56%) et Haute Altitude (50%).

La zone de Dépression du Nord compte le plus de ménages avec une consommation alimentaire pauvre soit 33% des ménages. Evolution des proportions des ménages par Score de Consommation Alimentaire (SCA) (2008-2017)

Figure 2. Evolution des SCA dans le temps (2008 à 2017)



La présentation des tendances de la proportion des ménages avec une consommation pauvre à limite depuis 2008 affiche une tendance en dents de scie mettant en évidence les périodes post récoltes (*points verts*) et les périodes de soudure (*points rouges*) ; Les proportions les plus importantes en période de soudure (plus de 40%) et les proportions les plus faibles en période post-récoltes (*moins de 25% en général*). Par contre depuis 2016, les proportions des ménages avec une consommation pauvre à marginale vont au-delà de 30% avec 33% en juillet 2016 et 34% en juillet 2017. Des pics importants sont également enregistrés durant les périodes post récoltes de janvier 2011 et de février 2014 où les 2 saisons culturales avaient été contre performantes à la suite des aléas. Par contre aujourd'hui la faible consommation alimentaire semble moins être influencée par les mauvaises conditions climatiques.

II.2.3. La diversité alimentaire du ménage

a. Diversité alimentaire

La diversité alimentaire est une mesure qualitative de consommation alimentaire qui reflète l'accès des ménages à une diversité d'aliments et par ricochet à la qualité nutritionnelle par accès à plus de nutriments.

Pour une meilleure interprétation du score de diversité alimentaire, le PAM regroupe les aliments en 7 (à savoir les féculents, les légumineuses, les légumes, les fruits, les viandes, l'huile et le lait). Et au niveau des seuils, est considéré comme de faible diversité le SDA inférieur à 4.5, diversité moyenne quand le SDA compris entre 4.5 et 6 et bonne diversité le SDA est supérieur à 6.

Ainsi avec les résultats du présent FSMS, le SDA médian au niveau national est de 5 considéré comme une diversité moyenne (>4.5 et <6) et il est inférieur de 4 soit faible dans la zone de « Dépression de l'Est ».

Au-delà du score de diversité alimentaire médian ou moyen, il faut noter que seulement 4,6% des ménages ont une bonne diversité alimentaire, 55% ont une diversité moyenne tandis que 40% ont consommé un régime alimentaire faiblement diversifié.

Au niveau des huit zones de moyens d'existence, les résultats montrent que plus d'un ménage sur deux dans les ZMEs de Dépression de l'Est et Haute Altitude ont un score de diversité alimentaire faible. La meilleure diversité alimentaire est relativement enregistrée dans la zone de la « plaine de l'Imbo » avec 8% des ménages avec un SDA bonne et 73% avec un SDA moyen.

Table 3. Diversité alimentaire des ménages par ZME

	Dépression Nord	Buragane	Haute Altitude	Plateaux Humides	Plateaux Secs de l'Est	Plaine de l'Imbo	Dépression de l'Est	Crête Congo Nil	Ensemble
SDA faible	43.0%	48.6%	50.0%	31.2%	39.2%	19.0%	69.3%	40.9%	40.2%
SDA moyenne	55.1%	45.7%	45.8%	62.9%	58.3%	73.2%	29.3%	52.8%	55.2%
SDA bonne	1.9%	5.7%	4.2%	6.0%	2.4%	7.8%	1.4%	6.3%	4.6%

Au-delà du calcul de diversité alimentaire, la présente analyse passe également en revue quelques nutriments consommés par les ménages durant l'enquête à savoir les protéines, le fer et la vitamine A :

b. Aliments riches en nutriments (ou FCS-N)

Table 4. Tableau sur la consommation des nutriments

		Dépression Nord	Buragane	Haute Altitude	Plateaux Humides	Plateaux Secs de l'Est	Plaine de l'Imbo	Dépression de l'Est	Crête Congo Nil	Ensemble
Consommation des aliments riches en protéines durant les 7 derniers jours	Jamais consommé	10.3%	8.6%	12.2%	4.5%	2.4%	2.2%	6.4%	1.9%	5.7%
	Souvent consommé	60.7%	52.9%	47.9%	60.5%	47.2%	41.9%	40.0%	76.1%	53.4%
	Consommation régulière	29.0%	38.6%	39.9%	35.0%	50.3%	55.9%	53.6%	22.0%	40.9%
Consommation des aliments riches en vit A durant les 7 derniers jours	Jamais consommé	6.5%	4.3%	18.5%	1.7%	2.8%	1.7%	34.3%	10.1%	8.8%
	Souvent consommé	43.0%	64.3%	54.5%	67.9%	62.2%	51.4%	45.7%	68.6%	59.2%
	Consommation régulière	50.5%	31.4%	26.9%	30.5%	35.1%	46.9%	20.0%	21.4%	32.0%
Consommation des aliments riches en fer durant les 7 derniers jours	Jamais consommé	69.2%	61.4%	80.8%	78.6%	76.4%	26.8%	74.3%	43.4%	67.9%
	Souvent consommé	29.0%	38.6%	19.2%	21.0%	23.3%	69.3%	25.7%	56.6%	31.4%
	Consommation régulière	1.9%			0.5%	0.3%	3.9%			0.7%

Environ 41% des ménages ont une consommation régulière des aliments riches en protéines, 32% des ménages ont une consommation régulière des aliments riches en vitamines A et moins de 1% ont une consommation régulière des aliments riches en fer.

Il est donc évident que la carence en vitamines soit importante dans les ménages ruraux surtout en fer et en vitamine A, il n'y a que la consommation en protéines qui soit relativement acceptable.

II.2.4. Perception de l'indice de la faim (HHI) dans les ménages

Développé pour la première fois en 2006 par le Projet d'Assistance Technique en matière d'Aliments et de Nutrition (FANTA), le Household Hunger Index (HHI) est basé sur l'idée de l'expérience de la privation alimentaire dans un ménage. L'outil utilisé par le HHI se compose de neuf questions sur les événements et neuf questions sur la fréquence des événements. Les questions posées portent sur les événements demandant si oui ou non une condition spécifique associée à l'expérience d'insécurité alimentaire n'a jamais eu lieu au cours des 30 derniers jours. Les réponses sont finalement traduites en une perception de la faim dans le ménage avec trois catégories essentielles à savoir « peu de faim dans le ménage », « faim modérée dans le ménage » et « faim sévère dans le ménage ». Ainsi les résultats de la présente enquête FSMS sont résumés dans le tableau suivant :

Table 5. Indice de la faim dans les ménages par ZME

	Dépression Nord	Buragane	Haute Altitude	Plateaux Humides	Plateaux Secs de l'Est	Plaine de l'Imbo	Dépression de l'Est	Crête Congo Nil	Ensemble
Peu de faim dans le ménage	44.9%	67.1%	73.4%	68.3%	75.0%	66.5%	76.4%	36.5%	66.2%
Faim modérée dans le ménage	55.1%	31.4%	26.6%	30.7%	23.6%	32.4%	23.6%	62.9%	33.1%
Faim sévère dans le ménage		1.4%		1.0%	1.4%	1.1%		0.6%	0.7%

Les résultats sur l'analyse de l'indice de la faim montrent qu'environ 1% des ménages font l'état d'une faim sévère dans leurs ménages, environ 33% ont une faim modérée dans leurs ménages tandis que 66% ont peu de faim dans leurs ménages.

L'indice de la faim montre qu'il y a plus de faim dans les ménages de « Dépression du Nord » et de « Crête Congo Nil » avec plus de 2 fois de ménages avec une faim modérée que dans « Haute Altitude », « Plateaux Secs de l'Est » et « Dépression de l'Est ».

II.2.4. L'indice de sécurité alimentaire (CARI) selon que le ménage soit en possession d'un élevage ou d'un jardin potager de cage.

Au Burundi l'élevage a été le plus souvent associé à l'élevage essentiellement pour compléments nutritionnels mais surtout pour améliorer la productivité agricole et dans tous les cas améliorer la sécurité alimentaire. Ainsi la présente analyse a essayé de tester les indicateurs de la sécurité alimentaire vis-à-vis de cette activité d'élevage.

D'après les résultats de la présente enquête il y a 3 fois de ménages avec un SCA pauvre, 1,5 fois de ménages avec un SDA faible et 4 fois de ménages en insécurité alimentaire sévère chez les ménages sans élevage comparé à ceux avec un élevage.

Table 6. Possession d'un élevage par rapport à la consommation alimentaire et au statut de la sécurité alimentaire

		Non	oui	ensemble
SCA	Pauvre	17%	7%	12%
	Limite	40%	27%	34%
	Acceptable	43%	66%	54%
SDA	Faible	47%	32%	40%
	Moyen	50%	61%	55%
	Elevé	3%	7%	5%
CARI	SA	17%	42%	29%
	SAM	38%	36%	37%
	IAM	37%	20%	29%
	IAS	9%	2%	6%

Dans le cadre du projet multisectoriel de lutte contre la malnutrition, les kitchen gardens ont été retenus comme des actions phares depuis les 3 dernières années. Et l'analyse des résultats de la présente enquête montre effectivement la possession d'un jardin de case est positivement corrélée avec les indicateurs de la sécurité alimentaires (voir tableau en bas).

Table 7. Possession d'un kitchen garden par rapport à la consommation alimentaire et au statut de la sécurité alimentaire

		Non	Oui	Ensemble
SCA	Pauvre	15%	5%	12%
	Limite	37%	25%	34%
	Acceptable	48%	70%	54%
SDA	Faible	46%	25%	40%
	Moyen	51%	66%	55%
	Elevé	3%	8%	5%
CARI	SA	22%	46%	29%
	SAM	37%	36%	37%
	IAM	33%	17%	29%
	IAS	8%	1%	6%

Les résultats montrent qu'il y a trois fois de ménages avec un SCA pauvre, deux fois de ménages avec un SDA faible et huit fois de ménages en insécurité alimentaire chez les ménages sans kitchen garden que chez les ménages avec.

II.2.5. Indice de Stratégie d'adaptation réduit³

L'indice de stratégie d'adaptation réduit est construit sur 5 mécanismes d'adaptation alimentaire communs et courants pour permettre une comparabilité dans le temps et dans l'espace ; Le calcul de l'indice tient compte de leur fréquence d'usage et la pondération de leur degré de sévérité.

Les 5 mécanismes sont (1) Consommer des aliments moins préférés car moins chers (2) Emprunter de la nourriture ou dépendre des aides de parentés ou amis (3) Réduire le nombre de repas par jour (4) Réduire les proportions/quantités aux repas (5) Réduire les quantités consommées par les adultes/mères au profit des jeunes enfants.

Table 8. Les stratégies d'adaptation alimentaire par ZMEs

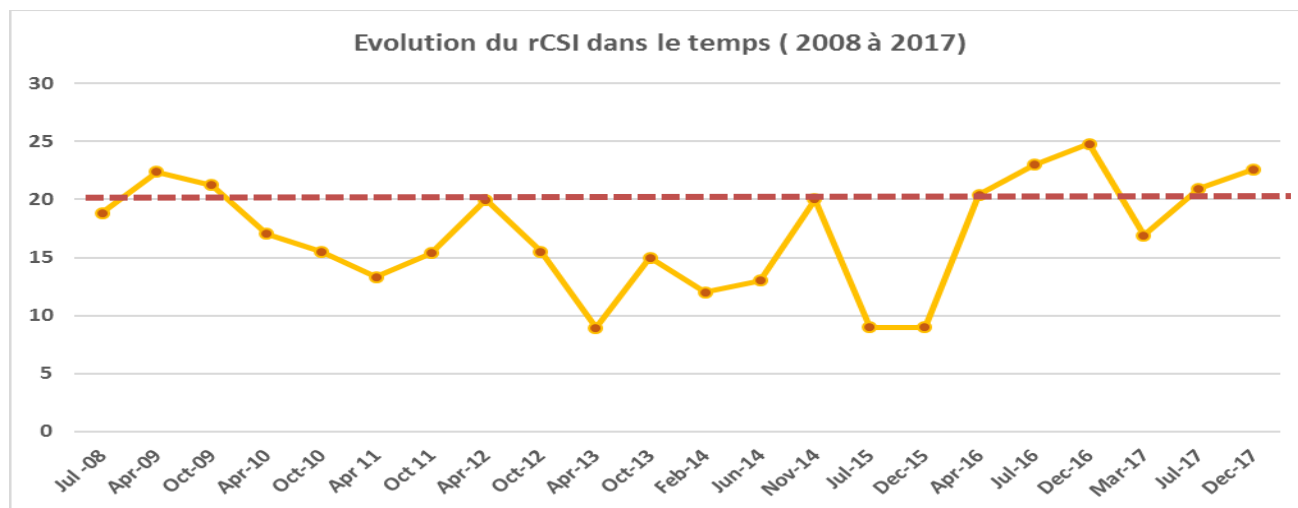
	Dépression Nord	Buragane	Haute Altitude	Plateaux Humides	Plateaux Secs de l'Est	Plaine de l'Imbo	Dépression de l'Est	Crête Congo Nil	Ensemble
rCSI ≤4	2.4%		3.4%	4.3%	2.0%	1.8%	14.8%	2.7%	3.6%
rCSI 5_20	55.3%	21.3%	59.3%	60.4%	41.3%	56.9%	47.5%	39.3%	50.3%
rCSI ≥21	42.4%	78.7%	37.3%	35.3%	56.7%	41.3%	37.7%	58.0%	46.1%

Les interprétations récentes des données sur le rCSI ont tenté de mettre en place des seuils d'analyse calibrés sur niveau de sécurité alimentaire des ménages. Ainsi les ménages avec un rCSI inférieur à 5 sont considérés comme en phase de sécurité alimentaire, les ménages dont le rCSI est compris 5 entre 20 considérés comme en phase de sécurité alimentaire marginale sous pression et les ménages dont le rCSI est supérieur à 20 considérés comme en phase d'insécurité alimentaire. Les résultats du FSMS actuel montrent que seulement 4% des ménages ont un rCSI inférieur à 5, 50% ont un rCSI compris entre 5 et 20 et 46% ont un rCSI de plus de 20. **Au niveau national, le CSI moyen est de 23** soit une légère

³ Le CSI est un indice de 5 stratégies d'adaptation basées sur la consommation alimentaire en cas de ressources alimentaires insuffisantes dont l'augmentation traduit une détérioration relative de la sécurité alimentaire du ménage !

baisse par rapport à 25 enregistré à la même période de 2016. Graphique 3. Evolution du rCSI dans le temps

Figure 4. Evolution du rCSI dans le temps (2008 à 2017)



L'évolution du rCSI, dans le temps depuis 2008, montre que le niveau actuel (23) reste un des plus élevé après le pic de décembre 2016. Depuis 2016, le niveau du rCSI est relativement plus élevé dans la quasi-totalité des ZMEs en signe d'une détérioration de la sécurité alimentaire.

Au niveau des différentes ZMEs, Buragane, Crête Congo Nil et Plateaux Secs de l'Est ont toutes un rCSI qui dépasse la moyenne de 23 tandis que le rCSI moyen le plus faible a été enregistré dans la zone de dépression de l'Est (18).

Par rapport à décembre 2016, le rCSI actuel a significativement augmenté dans la zone de Buragane (de 22 à 28) mais a par contre significativement baissé dans les Dépressions du Nord de 35 à 23) et Plateaux Secs de l'Est (de 36 à 26). Il faut toutefois noter que décembre 2016 a enregistré les niveaux des rCSI les plus élevés sur la période de 2008 à 2017 et dans la quasi-totalité des ZMEs. Les niveaux du rCSI enregistrés depuis 2016 sont comparables à ceux de 2009 après le déficit hydrique de 2008 couplé au choc de la flambée des prix des denrées alimentaires.

Table 9. Evolution rCSI par ZMEs

Score rCSI par ZMEs (zones de moyens d'existence)									
	Depression Nord	Buragane	Haute Altitude	Plateaux humides	Plateaux Secs Est	Plaine Imbo	Depression Est	Crete Congo Nil	National
Jul-08	20	13	19	18	17	23	19	23	19
Apr-09	32	22	15	22	30	10	18	19	22
Oct-09	26	23	16	21	29	11	19	18	21
Apr-10	28	16	15	18	19	9	12	16	17
Oct-10	24	18	14	15	17	7	14	14	16
Apr-11	17	15	10	16	13	10	13	11	13
Oct-11	22	16	16	15	20	19	9	11	15
Apr-12	20	18	17	17	24	33	22	19	20
Oct-12	29	15	12	15	15	16	17	15	16
Apr-13	14	9	7	8	9	9	10	9	9
Oct-13	24	21	10	12	17	16	17	15	15
Feb-14	11	7	12	12	12	13	11	15	12
Jun-14	15	19	7	10	16	18	19	10	13
Nov-14	33	17	9	22	19	17	19	12	20
Jul-15	8	12	8	7	11	14	6	7	9
Dec-15	21	18	13	12	19	13	17	11	9
Apr-16	30	18	18	18	20	19	21	23	20
Jul-16	42	27	15	21	32	20	19	15	23
Dec-16	35	22	19	22	36	22	19	24	25
Mar-17	27	12	17	16	21	16	17	16	17
Jul-17	15	27	17	19	25	24	22	19	21
Dec-17	23	28	20	20	26	22	18	26	23

II.2.7. Activités importantes, sources de revenus et dépenses des ménages

a) Activités agricole et sources de revenus des ménages

Sans grande surprise, les résultats de la présente analyse FSMS montre que 96% des ménages enquêtés signalent l'agriculture vivrière comme faisant partie des 3 principales activités qui ont fait vivre le ménage au cours du dernier mois précédent l'enquête et ils sont 84% à la considérer comme principale activité.

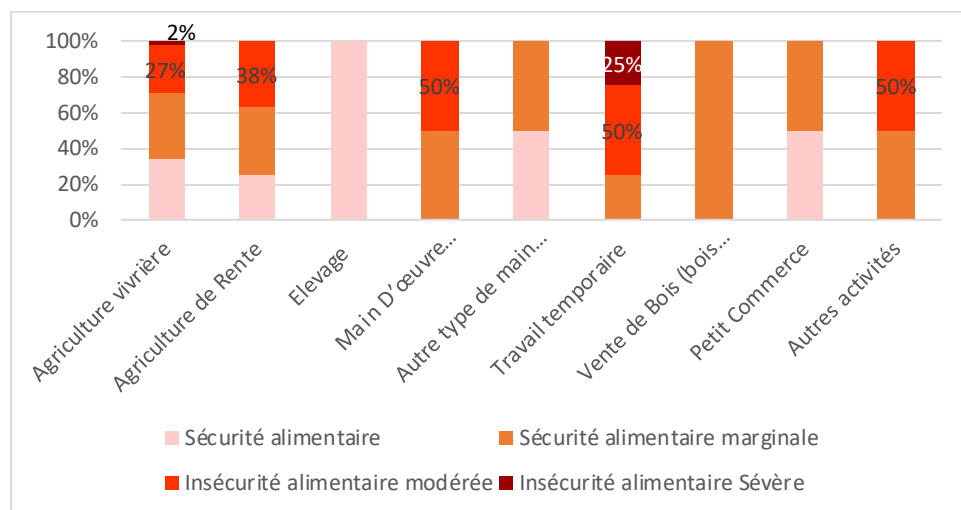
Après l'agriculture vivrière, les autres activités citées sont aussi pour la plupart connexes à l'agriculture ; Main d'œuvre agricole (30%), élevage (19%), petit commerce (14%), agriculture de rente (13%), etc.

Environ 20% des ménages n'ont compté que sur une seule activité pour l'autosubsistance durant les 30 jours précédant l'enquête et 64% n'ont compté que sur deux activités seulement ; Dans les régions de la plaine de l'Imbo et de Dépression de l'Est ils sont plus de 25% des ménages à n'avoir compté que sur une activité. Et ils sont plus de 65% des ménages dans cinq des huit ZMEs à n'avoir compté que sur deux activités uniquement c'est-à-dire 93% dans Buragane, 79% dans les Plateaux Secs de l'Est, 70% dans les Dépressions de l'Est, 68 dans la Plaine de l'Imbo, et 67% dans Dépression du Nord. La forte dépendance à une ou à deux activités est un facteur de fragilité ou vulnérabilité aux chocs dans un contexte d'absence de professionnalisation des moyens d'existence.

Table 10. Prépondérance 3 principales activités qui ont fait vivre les ménages Durant 30 jours précédant l'enquête.

	Dépression Nord	Buragane	Haute Altitude	Plateaux Humides	Plateaux Secs de l'Est	Plaine de l'Imbo	Dépression de l'Est	Crête Congo Nil	Ensemble
Agriculture vivrière	98%	96%	95%	97%	98%	82%	100%	96%	96%
Agriculture de Rente	2%	6%	38%	9%	3%	7%	2%	17%	13%
Elevage (Inclus vente du bétail Propre et produit d'élevage)	22%	7%	19%	22%	12%	12%	29%	22%	19%
Pêche/ Vente de poisson	0%	0%	0%	1%	0%	3%	0%	0%	1%
Main D'œuvre agricole	56%	25%	24%	28%	28%	27%	40%	27%	30%
Autre type de main d'œuvre	5%	3%	7%	10%	5%	10%	4%	14%	8%
Travail temporaire	1%	6%	11%	13%	4%	13%	13%	8%	10%
Emploi/Travail salarié/Fonctionnaire	2%	23%	9%	7%	6%	5%	2%	5%	7%
Pension	0%	1%	2%	2%	1%	1%	0%	0%	1%
Vente de Bois (bois et charbon)	0%	0%	4%	1%	2%	4%	0%	6%	2%
Vente des produits artisanaux	4%	1%	1%	2%	2%	1%	1%	4%	2%
Petit Commerce	7%	14%	7%	14%	16%	29%	8%	18%	14%
Commerce / Entreprise	1%	0%	0%	1%	1%	1%	1%	0%	1%
Brasserie/Vente d'alcool (Vin de banane)	10%	6%	6%	7%	8%	2%	1%	3%	6%
Location de Terres/Parcelles	0%	0%	0%	2%	1%	3%	0%	1%	1%
Exploitation Minière	1%	0%	1%	0%	2%	0%	0%	0%	1%
Prêts	7%	0%	0%	5%	6%	1%	0%	1%	3%
Don/Transfert d'argent ou nourriture	0%	1%	6%	4%	2%	0%	1%	0%	2%
Vente de l'assistance alimentaire	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	1%	0%
Autres activités	1%	0%	1%	2%	0%	6%	2%	2%	2%
% des ménages avec une seule activité	15.9%	17.1%	14.0%	17.4%	26.0%	23.5%	25.0%	21.4%	19.9%
% des ménages avec 2 activités seulement	66.7%	93.1%	56.5%	53.3%	78.9%	67.9%	69.5%	53.6%	63.5%

Graphique 5. Statut sécurité alimentaire en fonction des activités pratiquées durant les 30 derniers jours.



En croisant les variables « principale activité de subsistance » et « statut de sécurité alimentaire », on constate plus de ménages en insécurité alimentaire (IAS+IAM) chez les ménages comptant sur la MOA, le travail temporaire et autres comme moyen de subsistance principale. Les ménages comptant principalement sur la main d'œuvre agricole sont également plus à risque d'insécurité alimentaire sévère que d'autres. Les ménages comptant sur l'élevage par contre s'en sortent mieux que les autres activités et semblent en sécurité alimentaire.

L'enquête montre qu'il y a pratiquement plus de dépendance à la pratique de la main d'œuvre agricole dans les zones de Dépression du Nord (56%) et Dépression de l'Est (40% des ménages). La pratique de main d'œuvre agricole dans le contexte du Burundi s'accompagne de migrations temporaires aussi bien internes qu'externes alors que ces dernières se heurtent à des restrictions et contrôles rigoureux avec des risques de protection surtout pour les déplacements transfrontaliers.

Au niveau des revenus monétaires des ménages, l'enquête FSMS utilise généralement les dépenses des ménages comme un proxy. Dans le contexte du Burundi, le choix des dépenses comme un indicateur approximé des revenus du ménage est essentiellement dicté par deux aspects dont la facilité des ménages à se prononcer sur leurs dépenses que sur leurs revenus et le fait que le niveau de l'épargne des ménages ruraux est trop faible.

Les résultats de la présente enquête montrent que les dépenses moyennes mensuelles par ménage sont estimées à 108.065 Fbu (équivalent d'environ 60 dollars américains \$ au taux officiel ou 40\$ au marché libre soit autour d'un 1,33\$/jour/ménage). La zone de dépression du Nord a les dépenses mensuelles moyennes (et par ricochet les revenus) les plus faibles avec 80.974Fbu/mois/ménage.

Par rapport à décembre 2016, les dépenses mensuelles moyennes ont augmenté de 18% en terme nominal. La plaine de l'Imbo, qui par ailleurs vient en tête en termes de fortes dépenses (185.542Fbu), a enregistré la plus forte augmentation de revenus par rapport à 2016 si on s'en tient aux dépenses, une situation pouvant entre autre s'expliquer par une bonne production du riz. Cependant dans les zones de Haute altitude et Crête Congo Nil, les dépenses ont même légèrement baissé.

Les dépenses mensuelles sont de 1,5 fois plus importantes chez les ménages tenus par les hommes que chez tenus par les femmes (116.5618Fbu contre 76.069 Fbu par mois).

Table 11. Dépenses mensuelles des ménages (en Fbu)

ZMEs	Moyenne Depenses mensuelles par ménage. Dec 2016		Moyenne Depenses mensuelles par ménage. Dec 2017		Variation ÷ à 2016
Depression du Nord	BIF	74,709	BIF	80,974	8%
Buragane	BIF	92,892	BIF	99,061	7%
Haute Altitude	BIF	111,895	BIF	109,132	-2%
Plateaux Humides	BIF	78,258	BIF	93,182	19%
Plateaux Secs de l'Est	BIF	82,486	BIF	97,593	18%
Plaine de l'Imbo	BIF	98,726	BIF	185,542	88%
Depression de l'Est	BIF	79,566	BIF	83,948	6%
Crete Congo Nil	BIF	129,493	BIF	120,636	-7%
Ensemble	BIF	91,735	BIF	108,065	18%

Dans le contexte actuel de restriction d'opportunités économiques depuis la crise d'avril 2015, la MOA constitue la source de revenus la plus importante pour environ pour trente pourcent des ménages. Cependant les opportunités de MOA agricoles restent également faibles et faiblement rémunératrices, le taux journalier sans repas est passé de 1.814 Fbu/p/jr en décembre 2016 à 1.788Fbu/p/jr en décembre 2017 soit une légère diminution de 1% et cela malgré l'inflation alimentaire qui atteint 25%.

Table 12. **Taux de rémunération de la main d'œuvre par ZMEs**

ZME	# de pers qui ont fait la MOA durant le mois	Déc. 2017	Déc. 2016	Variation ÷ à 2016
Dépression Nord	1.0	BIF 1,180	BIF 1,245	-5%
Buragane	1.2	BIF 2,450	BIF 2,357	4%
Haute Altitude	0.4	BIF 2,039	BIF 1,977	3%
Plateaux Humides	0.7	BIF 1,466	BIF 1,474	-1%
Plateaux Secs de l'Est	0.5	BIF 1,573	BIF 1,504	5%
Plaine de l'Imbo	0.7	BIF 2,786	BIF 2,697	3%
Dépression de l'Est	0.9	BIF 1,620	BIF 1,566	3%
Crête Congo Nil	0.6	BIF 2,194	BIF 2,347	-7%
Ensemble	0.7	BIF 1,788	BIF 1,814	-1%

Dans certaines provinces à faibles taux de rémunération de la main d'œuvre agricole comme Kirundo, Kayanza, Karusi etc. l'équivalent d'un homme-jour de travail agricole couvre à peine le prix d'un kilogramme de haricot (voir tableau en bas).

Table 13. *Taux de rémunération journalière de la MOA comparé au prix d'un kg de haricot dans les différentes provinces – Novembre 2017.*

Province	Bubanza	Bujumbura	Bururi	Cankuzo	Cibitoke	Gitega	Karuzi	Kayanza	Kirundo	Makamba	Muramvya	Muyinga	Mwaro	Ngozi	Rumonge	Rutana	Ruyigi	Ensemble
Salaire journalier	2,777	2,157	2,357	1,846	2,183	1,741	1,255	1,303	1,106	2,545	1,935	1,405	1,679	1,342	2,722	1,700	1,625	1,788
Prix du haricot en nov 2017	1,165	1,240	1,163	954	1,246	1,085	1,030	1,168	991	1,107	1,108	943	1,149	1,085	1,186	924	1,004	1,004
Kg haricot/HJ	2.4	1.7	2.0	1.9	1.8	1.6	1.2	1.1	1.1	2.3	1.7	1.5	1.5	1.2	2.3	1.8	1.6	1.8

L'insuffisance du budget alimentaire pousse également les ménages à recourir à l'endettement pour la survie de leurs membres. Ainsi l'enquête a posé la question de savoir si au cours des 30 derniers jours, les ménages ont contracté des dettes.

Table 14. *Au cours des trente derniers jours avez-vous contracté une dette pour répondre aux besoins alimentaires ?*

	Dépression Nord	Buragane	Haute Altitude	Plateaux Humides	Plateaux Secs de l'Est	Plaine de l'Imbo	Dépression de l'Est	Crête Congo Nil	Ensemble
Non	71%	60%	64%	70%	71%	64%	91%	62%	69%
Oui	29%	40%	36%	30%	29%	37%	9%	38%	31%

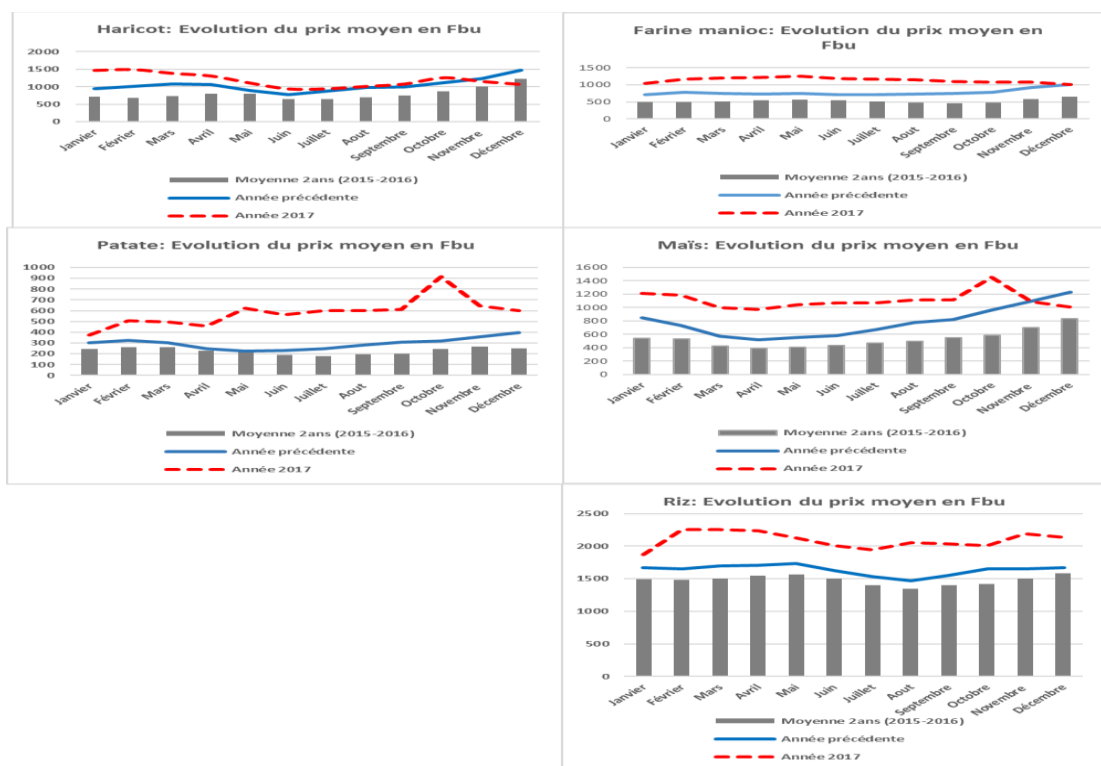
Environ un ménage sur trois (31%) a contracté une dette pour faire face aux besoins alimentaires. Moins de ménages se sont endettés dans la zone de dépressions de l'Est. Cependant l'interprétation est délicate dans la mesure où dans certains contextes on ne prête qu'aux crédibles ce qui pourrait ne pas être le cas chez les plus pauvres. Par rapport au sexe du CM, 31% des hommes se sont endettés contre 29% des CM femmes.

b) Marché et prix des denrées alimentaires

Dans un contexte de pressions inflationnistes, l'accès au marché devient de plus en plus difficile pour les ménages dont la dépendance est de plus en plus forte en raison de la baisse continue de la production vivrière par tête.

Vis-à-vis de la dépendance du marché, il faut noter que les résultats de l'enquête montrent que la majorité des ménages ont donné comme source principale des céréales (78%) et légumineuses (55%) consommé durant la semaine de l'enquête, le marché.

Figure 6. **Evolution des prix SIP_Minagrie + mVAM**



Le monitoring des prix du marché par le système mVAM du PAM montre que les prix de certaines denrées ont commencé à fléchir bien que le niveau reste élevé. A partir de décembre les du maïs, du haricot et de la farine de maïs ont même baissé jusqu'à ceux de l'année dernière alors qu'ils étaient restés largement supérieurs tout le long de l'année. Sur la question de savoir l'appréciation des prix des biens et services au cours de cette année qui touche à sa fin, les ménages enquêtés estiment à 93% que les prix ont globalement et significativement augmenté. Soixante-dix pourcent estiment que l'augmentation a surtout touché les céréales et tubercules, Vingt-trois pourcent estiment que l'augmentation a touché les légumineuses et seulement cinq pourcent et deux pourcent parlent des intrants agricoles et habillement.

		Dépression du Nord	Buragane	Haute Altitude	Plateaux Humides	Plateaux Secs de l'Est	Plaine de l'Imbo	Dépression de l'Est	Crête Congo Nil	National
Dans les 12 derniers mois, estimez-vous que les prix des biens de consommation/services ont augmentés?	Non	1.9%	1.2%	8.3%	8.0%	7.3%	6.7%	0.8%	14.9%	7.1%
	Oui	98.1%	98.8%	91.7%	92.0%	92.7%	93.3%	99.2%	85.1%	92.9%
Quels sont les biens les plus affectés par cette augmentation de coût ?	Céréales/racines et tubercules	100%	75%	33%	90%	57%		40%	100%	70%
	Légumineuses (haricots, pois, etc)			67%		43%		60%		23%
	Habillement				10%					2%
	Intrants agricoles		25%				100%			5%

L'augmentation des prix des intrants est soulignée par tous les ménages de la plaine de l'Imbo.

c) Part des dépenses alimentaires

La part des dépenses alimentaires dans les dépenses globales est généralement utilisée comme un proxy de mesure de la pauvreté éventuelle du ménage ; Plus le ménage dépense plus dans l'alimentation plus il est économiquement fragile ou pauvre.

Ainsi la méthode de classification de la sécurité alimentaire CARI prévoit des seuils de sécurité alimentaire en fonction des franges des parts de dépenses alimentaires dans les dépenses globales ;

Table 15. Classification des % dépenses alimentaires des ménages par ZMEs

		Dépression Nord	Buragane	Haute Altitude	Plateaux Humides	Plateaux Secs de l'Est	Plaine de l'Imbo	Dépression de l'Est	Crête Congo Nil	Ensemble
1	DA: ≤ 50%	23%	33%	45%	62%	51%	40%	31%	40%	46%
2	DA: 50 - 65%	14%	20%	23%	18%	23%	17%	24%	33%	21%
3	DA: 65 - 75%	17%	24%	16%	8%	8%	17%	19%	14%	13%
4	DA: ≥ 75%	46%	23%	15%	12%	18%	26%	26%	13%	19%

De par leur niveau de dépenses alimentaires dans les dépenses globales, la présente enquête considérera que 19% des ménages sont en insécurité alimentaire sévère du fait qu'ils dépensent plus de 75% dans leur alimentation et 13% en insécurité alimentaire modérée du fait que leurs dépenses alimentaires sont comprises entre 65% et 75% de leurs dépenses globales.

Les proportions les plus importantes des ménages dépensant plus dans l'alimentation (plus de 75%) se retrouvent dans les ZMEs de Dépression du Nord (46%), Plaine de l'Imbo (26%), et Dépression de l'Est (26%).

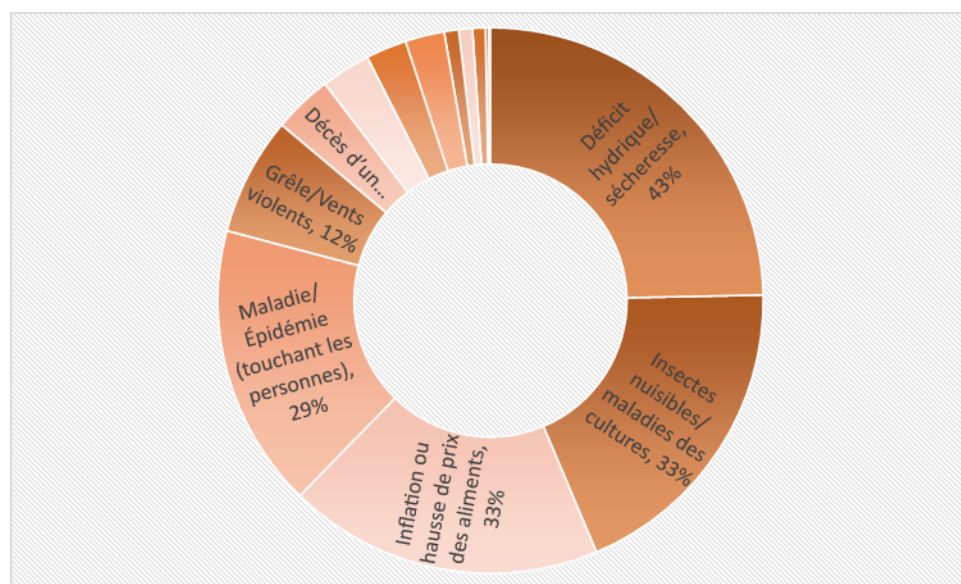
II.2.8. Les stratégies d'adaptation à la consommation alimentaire et stratégies de subsistance

a) Chocs au cours des 6 derniers mois

Les stratégies d'adaptation aussi bien alimentaire que non alimentaires viennent généralement en réponses à une crise alimentaire corollaire à un ou (des) choc(s).

L'enquête a demandé aux ménages les chocs les plus importants survenus durant les six mois passés. Les chocs cités par les ménages au cours des 6 derniers mois comme ayant eu le plus d'impact sur leur sécurité alimentaire sont repris dans le graphe ci-après :

Figure 7. Proportion des ménages affectés par au moins un choc



Dans l'ensemble, plus de 99% des ménages ont déclaré avoir été affectés par au moins un choc au cours des 6 derniers mois avec des conséquences sur leur sécurité alimentaire. Et ils sont seulement 23 % à n'avoir mentionné qu'un seul choc.

Les chocs signalés par les ménages enquêtés sont principalement le déficit hydrique (43%), l'inflation alimentaire (33%), les insectes nuisibles/maladies des cultures (33%), les maladies humaines (29%).

Les détails au niveau des différentes ZMEs sont dans le tableau ci-après :

Table 16. Proportion des ménages affectés par au moins un choc

	Dépression Nord	Buragane	Haute Altitude	Plateaux Humides	Plateaux Secs de l'Est	Plaine de l'Imbo	Dépression de l'Est	Crête Congo Nil	Ensemble
Déficit hydrique/sécheresse	60%	0%	17%	45%	56%	50%	60%	51%	43%
Insectes nuisibles/maladies des cultures	18%	25%	37%	36%	34%	31%	18%	44%	33%
Grêle/Vents violents	16%	0%	25%	21%	9%	1%	6%	0%	12%
Maladie du bétail (épidémies)	5%	0%	1%	1%	4%	2%	0%	0%	2%
Inondations	3%	8%	0%	1%	1%	2%	0%	0%	1%
Érosion (fortes pluies/vents violents...)	0%	2%	7%	3%	8%	0%	1%	7%	4%
Insécurité /violence	0%	0%	0%	0%	1%	1%	0%	0%	0%
Vol/pillage des ressources productives	7%	5%	4%	2%	6%	5%	2%	4%	4%
Maladie/Épidémie (touchant les personnes)	33%	44%	27%	18%	30%	43%	21%	38%	29%
Décès d'un membre actif	5%	19%	7%	3%	6%	8%	8%	2%	6%
Feux de brousse	0%	0%	0%	0%	0%	0%	2%	0%	0%
Inflation ou hausse de prix des aliments	18%	47%	36%	40%	15%	38%	20%	43%	33%
Hausse du prix du carburant/du transport	3%	7%	0%	0%	2%	3%	3%	0%	1%
Autre	5%	14%	6%	3%	6%	3%	10%	0%	5%
Pas de choc	1.4%	1.7%		3.7%		0.8%	1.1%	1.5%	1.4%

b) Stratégies basées sur les moyens de subsistance

Elles sont groupées en quatre grandes catégories, on distingue des stratégies neutres, de stress, de crise et d'urgence. Elles sont évaluées sur une période de 30 jours.

Table 17. Proportion des ménages qui ont adopté des stratégies de subsistance :

	Dépression Nord	Buragane	Haute Altitude	Plateaux Humides	Plateaux Secs de l'Est	Plaine de l'Imbo	Dépression de l'Est	Crête Congo Nil	Ensemble
Neutre	31.8%	24.3%	23.8%	39.3%	44.8%	29.6%	45.7%	10.7%	33%
Stress	24.3%	51.4%	54.2%	42.6%	31.9%	44.1%	35.7%	52.2%	42%
Crise	28.0%	11.4%	16.4%	14.3%	16.7%	20.1%	14.3%	24.5%	17%
Urgence	15.9%	12.9%	5.6%	3.8%	6.6%	6.1%	4.3%	12.6%	7%

Pour les ménages, le recours à ces mécanismes de subsistance traduit le degré de détérioration de leurs moyens d'existence surtout quand le ménage atteint les mécanismes sévères de crise et d'urgence ;

Dans l'ensemble 24% des ménages ont adopté des stratégies sévères allant de celles crise à celles d'urgence. A ce niveau on enregistre une amélioration de la situation car cette proportion a significativement baissé passant de 31% à 24% entre décembre 2016 et décembre 2017. Seules dans deux ZMEs, la proportion des ménages ayant eu recours aux stratégies sévères (crise + urgence) a augmenté, à savoir dans Dépressions du Nord (de 32 à 44%) et Crête Congo Nil (de 30 à 37%) ailleurs cette proportion a baissé.

Table 18. Détails sur les différentes stratégies de survie basées sur les moyens d'existence par ZME.

		Dépression Nord	Buragane	Haute Altitude	Plateaux Humides	Plateaux Secs de l'Est	Plaine de l'Imbo	Dépression de l'Est	Crête Congo Nil	Ensemble
Vendre des biens non productifs du ménage	Non, pas besoin	46%	20%	67%	56%	58%	52%	56%	64%	56%
	Non Applicable	43%	69%	32%	40%	34%	39%	39%	29%	38%
	Oui	7%		1%	2%	5%	7%	4%	4%	4%
	Non pcq déjà épuisé	5%	11%		2%	2%	2%	1%	3%	2%
Vendre des outils de travail/biens productifs/moyen de transport	Non, pas besoin	39%	20%	68%	55%	60%	54%	55%	60%	56%
	Non Applicable	39%	70%	31%	42%	35%	39%	42%	31%	39%
	Oui	20%		0%	1%	4%	7%	2%	3%	4%
	Non pcq déjà épuisé	2%	10%		2%	1%	1%	1%	5%	2%
Destocker/vente accélérée ou inhabituelle des petits animaux	Non, pas besoin	31%	13%	56%	46%	39%	35%	51%	56%	44%
	Non Applicable	63%	57%	38%	50%	56%	53%	34%	37%	48%
	Oui	4%	20%	5%	3%	5%	11%	14%	4%	6%
	Non pcq déjà épuisé	3%	10%	0%	1%	0%	2%	1%	3%	2%
Réduire les dépenses non alimentaire	Non, pas besoin	24%	21%	42%	33%	35%	25%	47%	25%	33%
	Non Applicable	33%	14%	16%	20%	24%	20%	9%	9%	19%
	Oui	40%	61%	41%	47%	41%	56%	44%	65%	47%
	Non pcq déjà épuisé	3%	3%	0%	0%				1%	1%
Réduire les dépenses en intrants/semences/équipements	Non, pas besoin	22%	21%	35%	29%	32%	23%	44%	16%	29%
	Non Applicable	20%	10%	14%	18%	24%	23%	8%	3%	16%
	Oui	50%	67%	50%	53%	44%	54%	48%	79%	54%
	Non pcq déjà épuisé	8%	1%	1%					2%	1%
Vendre des animaux reproductifs	Non, pas besoin	31%	10%	45%	36%	38%	32%	45%	55%	39%
	Non Applicable	62%	81%	51%	62%	60%	64%	54%	40%	58%
	Oui	4%	1%	3%	1%	1%	2%	1%	3%	2%
	Non pcq déjà épuisé	4%	7%	0%	0%	0%	2%		3%	1%
Vendre la maison ou une parcelle de terrain	Non, pas besoin	34%	14%	43%	50%	52%	42%	41%	62%	46%
	Non Applicable	61%	76%	56%	49%	43%	56%	57%	36%	51%
	Oui	3%	3%	1%	1%	3%	2%	1%	1%	2%
	Non pcq déjà épuisé	3%	7%	0%	0%	1%		1%	1%	1%
Aller mendier	Non, pas besoin	62%	14%	58%	47%	53%	45%	36%	66%	50%
	Non Applicable	33%	74%	41%	51%	44%	52%	64%	29%	47%
	Oui	3%	7%	1%	2%	2%	2%	1%	2%	2%
	Non pcq déjà épuisé	3%	4%			0%	1%		3%	1%
Migration de tout le ménage	Non, pas besoin	63%	17%	47%	42%	64%	51%	44%	70%	51%
	Non Applicable	34%	76%	53%	58%	35%	49%	56%	29%	48%
	Oui	1%				0%			1%	0%
	Non pcq déjà épuisé	3%	7%			1%	1%	1%	1%	1%
Envoyer les enfants manger ailleurs	Non, pas besoin	58%	17%	55%	47%	58%	47%	42%	66%	51%
	Non Applicable	36%	67%	43%	49%	39%	46%	54%	28%	44%
	Oui	3%	11%	2%	3%	3%	6%	4%	3%	4%
	Non pcq déjà épuisé	3%	4%		0%	0%	1%		3%	1%

En général la non utilisation d'un mécanisme par le fait qu'il y a eu épuisement de l'actif ou de l'opportunité est considérée comme s'il avait été utilisé.

Deux mécanismes semblent être généralisés dans toutes les zones de moyens d'existence, il s'agit de « réduire les dépenses non alimentaires » au profit de l'alimentation ainsi que « réduire les dépenses en intrants agricoles » tous utilisés par environ la moitié des ménages enquêtés.

c) Durée des stocks alimentaires dans les ménages

Sur la question de savoir à combien en semaines les stocks alimentaires y compris ceux sur pied mais à maturité le ménage estime la durée, en moyenne à 6 semaines soit un mois et demi de réserves alimentaires. Evidemment les réserves en soit sont essentiellement dominées par les tubercules et racines (patate douce et manioc).

Au-delà de cette moyenne de réserves alimentaires dans les ménages il faut noter que 40% des ménages enquêtés avaient moins de 2 semaines de réserves, 21% deux à quatre semaines de réserves, 21% un et à deux mois et 18% plus de deux mois de réserves alimentaires. Il y a plus de ménages avec de faibles

réerves alimentaires dans les ZME de Dépression du Nord, plateaux Secs de l'Est et Plaine de l'Imbo avec plus d'un ménage sur deux avec moins de deux semaines de stocks alimentaires.

Table 19. Réserves alimentaires – Durée de stocks en semaines – Novembre 2017.

	Dépression Nord	Buragane	Haute Altitude	Plateaux Humides	Plateaux Secs de l'Est	Plaine de l'Imbo	Dépression de l'Est	Crête Congo Nil	Ensemble
Moins de 2 semaine	60%	8%	24%	44%	58%	50%	15%	25%	40%
2 à 4 semaines	32%	25%	32%	16%	24%	14%	13%	25%	21%
4 à 8 semaines	8%	42%	23%	13%	11%	24%	48%	42%	21%
Plus de 8 semaines		25%	22%	28%	8%	11%	25%	8%	18%

II.2.9. Genre et quelques indicateurs-clés

Pour rappel, sur l'ensemble des ménages enquêtés 21% sont dirigés par les femmes tandis que 79% sont dirigés par des hommes. Presque les mêmes proportions sont confirmées par les autres enquêtes récentes. La zone des « Plateaux humides » compte le plus de ménages dirigés par les femmes environ 27%.

Les résultats de l'enquête montrent qu'au niveau du statut du chef de ménage, pour l'essentiel les chefs de ménages femmes sont généralement des ménages monoparentaux (77% contre 4% chez les hommes) ; La situation pourrait s'expliquer par le contexte local qui fait que les femmes veuves, séparées, divorcées, répudiées etc. ont moins de chance de trouver un nouveau partenaire en comparaison aux hommes.

Par rapport à la **gestion du budget du ménage** ; d'après les résultats de cette enquête la femme est au moins associée dans la gestion du budget global du ménage dans 37% des cas et en a la gestion totale dans 16% des cas des ménages enquêtés. Cependant ce pourcentage est influencé par les ménages tenus par les femmes, dans les cas des ménages tenus par des hommes la femme est associée à la gestion du budget global du ménage dans seulement 24% des cas et en assure une gestion exclusive dans 6% des cas seulement. Il y a plus d'implication des femmes dans la gestion dans les zones de Dépression du Nord et Buragane.

Qui est responsable budget du menage ?

	Dépression Nord	Buragane	Haute Altitude	Plateaux Humides	Plateaux Secs de l'Est	Plaine de l'Imbo	Dépression de l'Est	Crête Congo Nil	Ensemble
homme	49.5%	58.6%	58.0%	57.9%	69.4%	57.0%	78.6%	58.5%	61.1%
femme	26.2%	28.6%	21.7%	22.9%	19.8%	17.3%	15.7%	17.6%	20.9%
les deux	24.3%	10.0%	18.2%	18.8%	8.3%	24.0%	0.7%	20.8%	16.1%
Autre		2.9%	2.1%	0.5%	2.4%	1.7%	5.0%	3.1%	1.9%

Par rapport à la **gestion du budget dédié à l'alimentation** ; la femme est au moins associée dans la gestion dans 73% des ménages enquêtés et elle en assure la gestion exclusive dans 36% des ménages. Dans les ménages dont l'homme est chef de ménage, la femme est associée dans la gestion du budget alimentaire dans 69% des ménages et en assure la gestion seule dans 24% des ménages. Il y a plus d'implication des femmes dans les zones de plateaux humides et hautes altitudes.

Qui est responsable du budget de l'alimentation dans le menage ?

	Dépression Nord	Buragane	Haute Altitude	Plateaux Humides	Plateaux Secs de l'Est	Plaine de l'Imbo	Dépression de l'Est	Crête Congo Nil	Ensemble
homme	38.3%	40.0%	16.8%	18.8%	31.3%	33.0%	22.1%	22.6%	25.0%
femme	29.9%	40.0%	51.4%	40.0%	30.6%	22.3%	31.4%	25.2%	35.6%
les deux	31.8%	17.1%	29.0%	40.5%	35.4%	42.5%	40.7%	49.1%	37.1%
Autre		2.9%	2.8%	0.7%	2.8%	2.2%	5.7%	3.1%	2.3%

Table 20. Statut de la sécurité alimentaire des ménages selon le responsable de la gestion du budget familial.

Qui est responsable budget du menage?					
	homme	femme	les deux	Autre	Ensemble
SA	30.7%	20.1%	34.7%	9.4%	28.7%
SAM	37.1%	33.4%	40.4%	43.8%	37.0%
IAM	26.4%	37.8%	22.6%	43.8%	28.5%
IAS	5.9%	8.7%	2.3%	3.1%	5.8%

Qui est responsable du budget de l'alimentation dans le menage?					
	homme	femme	les deux	Autre	Ensemble
SA	27.4%	27.8%	31.4%	13.2%	28.7%
SAM	38.3%	33.9%	38.9%	39.5%	37.0%
IAM	26.2%	31.0%	26.6%	44.7%	28.5%
IAS	8.0%	7.3%	3.1%	2.6%	5.8%

Sur base des résultats de l'enquête présentés dans les 2 tableaux précédents il y a lieu de croire qu'il y a relativement moins d'insécurité alimentaire (IAM et IAS) dans les ménages où il y a la gestion conjointe aussi bien du budget global que du budget de l'alimentation ; Il y a 1,3 d'insécurité alimentaire dans les ménages où le budget global est géré uniquement par l'homme et 1,9 d'insécurité alimentaire dans les ménages où il est géré uniquement par la femme comparée à la gestion commune (les deux).

Au niveau des indicateurs en rapport avec l'économie des ménages et de bien être comme l'accès à la terre, l'élevage, possession d'un poste radio, le logement etc. il apparait que les ménages tenus par les hommes s'en sortent mieux. Il en est de même que pour les indicateurs de sécurité alimentaire dont le score de consommation alimentaire, la diversité alimentaire, le CSI, la part des dépenses alimentaires, les mécanismes basés sur les moyens d'existence et le CARI.

Le croisement de la variable sexe chef de ménage avec les indicateurs de sécurité alimentaire montre que les ménages dirigés par les femmes seraient plus vulnérables. Cet état de fait est prouvé au niveau des indicateurs les plus importants dont le SCA, le CSI, le SDA et le CARI. Etant donné que les ménages dirigés par des femmes sont généralement monoparentaux et de surcroît avec le ratio d'inactifs sur actifs plus important le fait d'être chef de ménage constituerait entre autre un facteur de fragilité. Par ailleurs les femmes sont plus défavorisées sur le plan de l'héritage aux ressources familiales et au premier plan la terre, les plantations, les actifs immobiliers, l'élevage etc. La juridiction locale n'a toujours pas parvenu à corriger ces inégalités des sexes dans l'axe aux ressources familiales.

Table 21. Résumé des indicateurs de sécurité alimentaire par sexe du chef de ménage.

Indicateur		H	F	Ensemble	Appréciation de l'indicateur selon qu'il donne avantage ou non au CM femme par rapport à l'homme.
Ménage avec un membre handicapé ou souffrant d'une maladie chronique ?	Aucun	89%	84%	88%	Négatif
	Handicapé	5%	5%	5%	
	Malade chronique	6%	10%	7%	
Où habitez-vous en ce moment ?	Dans ma maison	97%	95%	96%	Négatif
	Dans la famille/ami	1%	2%	1%	
	Abris temporaire	1%	1%	1%	
	Maison louée	2%	2%	2%	
Statut de résidence de votre ménage ?	Résident n'accueillant pas d'IDPs	95%	97%	95%	Positif
	Résident accueillant des IDPs	4%	3%	4%	
	Déplacés internes (IDPs)	0%	0%	0%	
	Retourné d'un pays voisin	1%	0%	1%	
Votre ménage a-t-il été déplacé au cours des douze derniers mois ?	Non	96%	98%	96%	Positif
	Oui	4%	2%	4%	
ménage avec un membre en déplacement forcé durant les 12 derniers mois ?	Non	89%	87%	88%	Négatif
	Oui	11%	13%	12%	
Avez-vous recueilli des enfants NON-ACCOMPAGNES dans votre ménage ?	Non	96%	93%	95%	Négatif
	Oui	4%	7%	5%	
De quel matériau est principalement composé le toit de votre maison ?	Paille/Palme/Feuilles	14%	19%	15%	Négatif
	Tuiles	32%	42%	34%	
	Tôles	54%	39%	51%	
	Autre (Préciser)	0%	1%	0%	
Dans votre ménage, avez-vous un téléphone mobile ?	Non	53%	73%	58%	Négatif
	Oui	47%	27%	42%	
groupe menages par SDA	Faible	39%	45%	40%	Négatif
	Moyen	56%	50%	55%	
	Elevé	4%	5%	5%	
Possession d'un élevage	Non	50%	63%	53%	Négatif
	Oui	50%	37%	47%	
Possession d'un kitchen garden (jardin potager)	Non	70%	80%	72%	Négatif
	Oui	30%	20%	28%	
GCA	Pauvre	11%	17%	12%	Négatif
	Limite	33%	38%	34%	
	Acceptable	56%	45%	54%	
Part des DA dans les dépenses globales du ménage	DA: ≤ 50%	46%	48%	46%	Négatif
	DA: 50-65%	22%	19%	21%	
	DA: 65-75%	13%	14%	13%	
	DA: ≥ 75%	19%	20%	19%	
Max_coping_behaviour	Neutre	35%	27%	33%	Négatif
	Stress	41%	47%	42%	
	Crise	18%	17%	17%	
	Urgence	6%	9%	7%	
Statut de sécurité alimentaire	SA	30%	23%	29%	Négatif
	SAM	38%	35%	37%	
	IAM	27%	35%	29%	
	IAS	6%	7%	6%	
Indice de la faim dans le ménage	Peu de faim dans le ménage	68%	60%	66%	Négatif
	Faim modérée dans le ménage	31%	39%	33%	
	Faim sévère dans le ménage	1%	1%	1%	
CSI réduit categories	rCSI ≤4	4%	4%	4%	Identique
	rCSI 5-20	50%	52%	50%	
	rCSI ≥21	47%	44%	46%	
Catégories aliments rich en protéines	Jamais consommé	5%	8%	6%	Négatif
	Souvent consommé	51%	61%	53%	
	Consommation régulière	44%	30%	41%	
Catégories aliments rich en vit A	Jamais consommé	9%	9%	9%	Identique
	Souvent consommé	58%	63%	59%	
	Consommation régulière	33%	28%	32%	
catégorie aliments riche en fer	Jamais consommé	66%	76%	68%	Négatif
	Souvent consommé	34%	23%	31%	
	Consommation régulière	1%	1%	1%	
Dépenses Globales mensuelles (en Fbu)		116,561	76,069	108,065	Négatif
CSI		23	23	23	Identique
SDA		5	5	5	Identique
SCA		39	36	38	Négatif
durée de vos stocks		5	6	6	Positif
Fréquence de repas		2	2	2	Identique
Nb pers avec une AGR		2	1	2	Négatif
NB pers dans le ménage		6	4	6	Négatif

II.2.10. Les perspectives de production agricole et d'élevage pour la saison 2018A

L'enquête, tout comme les études antérieures, a montré au niveau des moyens de subsistance que l'agriculture ainsi que les activités connexes restent la base de l'économie des ménages ruraux et par ricochet de la sécurité alimentaire. Environ 86% des ménages donnent l'agriculture vivrière comme la principale activité du ménage et ils sont 96% à la considérer comme une des 3 plus importantes activités. Par ailleurs environ 30% considèrent la main d'œuvre agricole parmi les 3 principales activités.

Le tableau suivant donne l'importance des différentes cultures vivrières selon leur taux de pratique au cours de la saison 2018A :

Table 22. Taux de pratiques des différentes spéculations agricoles

	Dépression Nord	Buragane	Haute Altitude	Plateaux Humides	Plateaux Secs de l'Est	Plaine de l'Imbo	Dépression de l'Est	Crête Congo Nil	Ensemble
Aucune						1%			0%
Maïs	16%	50%	69%	39%	17%	37%	15%	21%	35%
Manioc	8%	42%	20%	18%	7%	29%	8%	58%	20%
Riz				2%	3%	31%			5%
Légumineuse	76%	8%	6%	33%	57%	1%	77%	19%	34%
Patate douce			2%	4%	10%				4%
Pomme de terre			1%	2%	2%				1%
Légumes									
Banane légumes			1%	1%	4%			2%	1%
Autre				1%	1%				1%

Au niveau des taux de pratiques au cours de la saison 2018A, le maïs et les légumineuses viennent en tête dans toutes les ZME avec un taux de pratique global de 35% et 34%. En général le maïs et le haricot sont les principales cultures de la première saison culturale et les taux de pratiques en rapport avec ces spéculations sont plutôt faibles que prévues ce qui pourrait s'expliquer par les exigences spécifiques en intrants ainsi que la menace de la chenille légionnaire du maïs qui aurait produit une certaine aversion au risque.

Les taux de pratique du maïs les plus importants sont dans les ZMEs de Haute Altitude (69%) et de Buragane (50%).

Les taux les plus importants de pratiques des légumineuses sont dans les ZMEs de Dépressions de l'Est (77%), Dépression du Nord (76%) et Plateaux Secs de l'Est (57%)

Par rapport à la performance de la saison 2018A, il a été demandé aux ménages de faire une appréciation comparée des emblavures par rapport à 2017A (voir réponses en bas) :

Table 23. Appréciation de la variation des emblavures de la saison 2018A par rapport à 2017A

	Dépression Nord	Buragane	Haute Altitude	Plateaux Humides	Plateaux Secs de l'Est	Plaine de l'Imbo	Dépression de l'Est	Crête Congo Nil	Ensemble
pas de variation (identique)	31%	81%	57%	48%	45%	27%	41%	58%	47%
Augmentation	23%	17%	31%	39%	40%	39%	34%	30%	35%
diminution	43%		11%	13%	15%	23%	23%	9%	16%
Non applicable	3%	1%	2%	0%	1%	10%	1%	3%	2%

Environ 47% des ménages n'ont pas varié leurs emblavures, 35% des ménages ont augmenté leurs emblavures, 16% ont diminué leurs emblavures alors que chez 2% la question est plutôt non applicable. Toute chose restant égale par ailleurs, les emblavures globales de la saison augmenteraient de 19% et

dans les mêmes proportions la production par rapport à 2017A mais cela est peu probable étant donné déjà les différents facteurs qui influencent la production.

En mettant l'accent sur les ZMEs avec les taux de pratique des cultures principales (le haricot et le maïs), dans la Dépression du Nord il y aurait la diminution des emblavures, Haute Altitude il y aurait augmentation et Dépression de l'Est légère augmentation.

Par rapport à la prochaine production du maïs, il est également impératif de prendre en compte l'impact de la chenille légionnaire d'automne pratiquement présente dans toutes les régions du pays.

Par ailleurs l'enquête a également cherché à connaître les contraintes principales à l'agriculture dont les réponses sont résumées dans le tableau suivant :

Table 24. Contraintes principales à l'agriculture vivrière.

	Dépression Nord	Buragane	Haute Altitude	Plateaux Humides	Plateaux Secs de l'Est	Plaine de l'Imbo	Dépression de l'Est	Crête Congo Nil	Ensemble
Pas de contrainte	2%	1%	0%	2%	3%	2%	32%	1%	4%
Expulsion des terres	1%		8%	2%	1%	11%	1%	9%	4%
Manque d'accès aux terres cultivables	27%	21%	16%	14%	10%	40%	9%	23%	18%
Manque d'accès au crédit pour les intrants	20%	24%	10%	7%	4%	23%	7%	23%	12%
Maladies des plantes et insectes nuisibles	33%	10%	21%	22%	30%	6%	14%	10%	20%
Faible disponibilité des intrants agricoles	7%	9%	17%	20%	2%	1%	5%	4%	10%
Prix des intrants agricoles élevés	1%	11%	14%	3%	3%	2%	9%	5%	6%
Manque de force de travail	2%		1%	2%	6%	1%	2%	2%	2%
Faible accès au service d'assistance technique			0%		1%				0%
Pénurie saisonnière d'eau	4%	9%	1%	6%	5%	2%	8%	1%	4%
Rareté anormal d'eau				1%	4%	1%	4%		1%
Faible fertilité des sols	2%	11%	6%	12%	13%	5%	4%	10%	9%
Incendies/ feux de brousses									
Faible superficie agricole	2%	3%	2%	8%	13%	2%	4%	12%	7%
Insécurité et vols				0%	0%	1%			0%
Inondations/Pluies diluviennes			0%	1%	2%	2%			1%
Autre	1%		2%	0%	1%	1%	1%	1%	1%

Au niveau global, les enquêtés ont principalement mentionné par ordre les maladies des plantes et ravageurs (surtout dans Dépression du Nord, Plateaux secs de l'Est, haute altitude et plateaux humides), l'accès à la terre (surtout dans l'Imbo, Dépression du Nord et Crête Congo Nil) ainsi que l'accès aux intrants.

Au niveau de l'élevage qui est généralement associé à l'agriculture, 47% des ménages ont déclaré avoir un élevage (toute catégorie confondue) au moment de l'enquête contre 45% en 2016 ; La zone de la Plaine de l'Imbo compte la plus faible proportion des ménages avec un élevage avec 19% tandis que les plateaux humides comptent la plus forte proportion des ménages avec élevage (62%).

En plus de son apport direct à la sécurité alimentaire des ménages, l'élevage est le plus souvent associé à l'agriculture en raison de son apport en termes de fertilité (fumure organique) mais également

du fait qu'il soutient la mise en place de la saison par le financement des intrants (ex. vente d'animaux pour achat des intrants agricoles).

Table 25. Possession d'élevage oui ou non.

	Dépression Nord	Buragane	Haute Altitude	Plateaux Humides	Plateaux Secs de l'Est	Plaine de l'Imbo	Dépression de l'Est	Crête Congo Nil	Ensemble
Non	44.9%	68.6%	40.9%	38.3%	57.6%	81.0%	59.3%	63.5%	52.7%
Oui	55.1%	31.4%	59.1%	61.7%	42.4%	19.0%	40.7%	36.5%	47.3%

Les contraintes principales liées à la pratique de l'élevage sont résumées dans le tableau qui suit :

Table 26. Contraintes principales à l'élevage.

	Dépression Nord	Buragane	Haute Altitude	Plateaux Humides	Plateaux Secs de l'Est	Plaine de l'Imbo	Dépression de l'Est	Crête Congo Nil	Ensemble
Pas de contrainte	32%	3%	13%	13%	31%	3%	6%	1%	14%
Vols d'animaux	7%			2%	3%	2%		4%	2%
Maladie et tiques	17%	14%	16%	4%	13%	7%	12%	9%	11%
Manque de nourriture/ accès aux pâturages	33%	59%	51%	58%	32%	57%	54%	51%	49%
Manque d'eau					1%				0%
Manque de services vétérinaires/appui technique	3%		3%	1%	3%	11%	1%	3%	3%
Manque d'accès au marché d'élevage		24%	14%	11%	11%	17%	26%	19%	14%
Insécurité				0%					0%
Travail non rentable	1%		0%	2%	3%	2%	1%	9%	2%
Autre	8%		3%	8%	2%	2%	1%	3%	4%

Le manque de pâturage vient en première position au niveau des contraintes ce qui peut facilement dans un contexte d'élevage extensif alors que l'accès à la terre est déjà problématique même pour l'agriculture. Le manque de pâturages est signalé dans toutes les ZMEs et vient en première position dans toutes ces ZMES.

Le manque d'accès au marché du bétail ainsi que les maladies constituent également d'autres contraintes majeures.

II. CONCLUSION GENERALE

Conclusions

L'enquête FSMS a été conduite à la veille des récoltes de la première saison culturale 2018A et en période post récolte de la petite saison culturale des marais 2017C. Les perspectives de la saison 2018A sont plutôt jugées bonnes en raison de l'amélioration du régime pluviométrique malgré la menace actuelle de la chenille légionnaire d'automne (FAW) ainsi que les quelques cas de perturbation climatique.

Les résultats de l'enquête font état de 35% des personnes en insécurité alimentaire soit autour de 3,7Millions de personnes et dont 657.000 personnes en insécurité alimentaire sévère (*sans tenir compte de la population urbaine*). Par rapport à 2016, l'effectif des personnes en insécurité alimentaire connaît une légère augmentation de 2%.

Les facteurs à la base de l'insécurité alimentaire (Pourquoi ?) ; L'insécurité alimentaire actuelle et projetée est une résultante de combinaisons de facteurs aussi bien structurels que conjoncturels.

Les facteurs structurels sont particulièrement liés au faible accès aux facteurs de production (particulièrement le faible accès à la terre qui s'accompagnent d'une dégradation continue des terres productives) et à la faible capacité d'intensification qui minent la productivité, la pauvreté grandissante et la faible résilience des communautés.

Les facteurs conjoncturels sont particulièrement liés aux effets persistants de la crise déclenchée en 2015 qui se traduisent principalement par la perte des opportunités économiques, la restriction des migrations économiques, les manques à gagner liés aux déplacements, la pression du mouvement des retournés sur les ressources locales, la pression fiscale couplée aux prélèvements non formels/ rançonnements et d'autres problèmes de protection, le déficit énergétique, les manques à gagner liés et les coûts corollaires aux déplacements, les conflits fonciers ainsi que les chocs naturels dont prédateurs des cultures (surtout la chenille FAW) et les perturbations climatiques.

Où se trouve actuellement la forte proportion des personnes en insécurité alimentaire (Où ?) :

Les résultats de la présente enquête montrent que les régions géographiques les plus touchées par l'insécurité alimentaire sont le Nord du pays, toute la partie de l'Est jusqu'au sud ainsi que la bande ouest du Nord au sud. Deux niveaux de priorisation provinciales sont (1) Les provinces de Kirundo, une partie de Muyinga, une partie de Bubanza et une partie de Bujumbura rural et (2) Les parties des provinces de Cankuzo, Cibitoke, Ruyigi, Rutana, Rumonge et Makamba.

Qui sont les ménages ou personnes en insécurité alimentaires (Qui ?) : L'enquête a montré que l'insécurité alimentaire touche 35% des ménages mais au-delà, la considération des moyens de subsistance montre que les ménages vivant principalement sont plus à risque d'insécurité alimentaire sévère que d'autres, il y a également plus d'insécurité alimentaire chez les **ménages tenus par les femmes**, il y a plus d'insécurité alimentaire chez les **ménages touchés par les différentes formes de déplacements (rapatriés, retournés déplacés intérieurs, ménages accueillant des déplacés)**, il y a plus d'insécurité alimentaire chez les **ménages sans élevage et sans jardins de case**. Il y a également plus d'insécurité alimentaire chez les **ménages vivant de la main d'œuvre agricole**.

Perspectives de la sécurité alimentaire

- Période de récolte de la première saison culturale 2018 A en janvier-février 2018, dont les perspectives sont relativement bonnes mis à part les cas d'aléas, de l'impact de l'attaque de la chenille légionnaire d'automne par endroits,
- Légère baisse des prix des denrées alimentaires sur le marché pendant la période de récolte janvier –février 2018, cependant le niveau d'inflation alimentaire est déjà élevé (25%) pour améliorer de manière significative et durable l'accès alimentaire des plus pauvres
- Prochaine période de soudure est prévisible avec fin mars 2018 avec reprise de l'augmentation des prix des denrées alimentaires

- Persistance de l'actuelle forte pression fiscale sur les communautés à la base surtout les taxes et prélèvements non formels (dans un contexte d'échanges commerciaux transfrontaliers limités par la cherté des devises étrangères et la dévaluation de la monnaie locale),
- La chenille légionnaire d'automne reste une menace réelle sur la sécurité alimentaire
- Pression sur les ressources locales déjà précaires par le mouvement de retournés d'où besoin d'assistance pour accompagner la réintégration
- Besoins d'assistances pour combler le déficit alimentaire des ménages en insécurité alimentaire sévère mais également en intrants divers pour relancer le système productif des plus démunis.

Pour plus de détails sur le rapport veuillez contacter :

Serigne LOUM	: Chef de Programme	serigne.Loum@wfp.org
Kennedy NANGA	: Chef de VAM-M&E	kennedy.nanga@wfp.org
Jean MAHWANE	: Officier VAM	jean.mahwane@wfp.org



Pour recevoir plus d'informations sur le PAM au Burundi, veuillez contacter :

Mme Virginia Villar ARRIBAS, Directrice et
Représentante du PAM Burundi
Virginia.villararribas@wfp.org
Tel. + 257 – 22223072 / 22225671

Annexe1. Estimation des personnes en insécurité alimentaire par province :

Province	Population 2017*	Pop SA	Pop SAM	Pop IAM	Pop IAS
Bubanza	482,484	72,764	190,590	205,425	13,705
Bujumbura Rural	663,468	109,048	260,263	273,268	20,889
Bururi	446,913	114,072	154,701	151,575	26,565
Cankuzo	326,686	101,377	112,440	94,081	18,788
Cibitoke	657,212	126,022	274,828	237,014	19,347
Gitega	1,035,161	387,841	352,742	258,722	35,857
Karuzi	622,966	239,156	217,734	139,029	27,047
Kayanza	835,601	274,207	286,495	237,884	37,016
Kirundo	896,755	200,242	265,985	237,899	192,629
Makamba	615,055	142,155	284,615	150,947	37,338
Muramvya	417,633	150,698	142,573	108,696	15,666
Muyinga	902,682	302,880	303,713	206,048	90,041
Mwaro	389,875	129,900	133,584	109,527	16,864
Ngozi	1,107,894	422,055	377,212	271,698	36,930
Rumonge	502,469	92,096	219,342	179,406	11,624
Rutana	476,043	147,725	163,847	137,094	27,377
Ruyigi	571,706	165,301	195,163	176,928	34,314
Bumbura Mairie	642,074	ND	ND	ND	ND

* données de mars 2017 pour Bujumbura mairie

Annexe 2. Le taux des emblavures nonensemencées pour la saison 2018A

Province	Emblavures non semées en saison 2018A en %
Bubanza	10.6
Bujumbura Rural	6.3
Bururi	16.7
Cankuzo	1.9
Cibitoke	5.7
Karuzi	5
Kayanza	5.8
Kirundo	5
Makamba	17.5
Muramvya	2
Muyinga	1
Mwaro	6.8
Ngozi	5.3
Rumonge	4
Rutana	5.6
Ruyigi	4.5
MOYENNE	6.5

Source : FAO, Rapport d'évaluation des récoltes des saisons 2017C et 2018A, p.81.